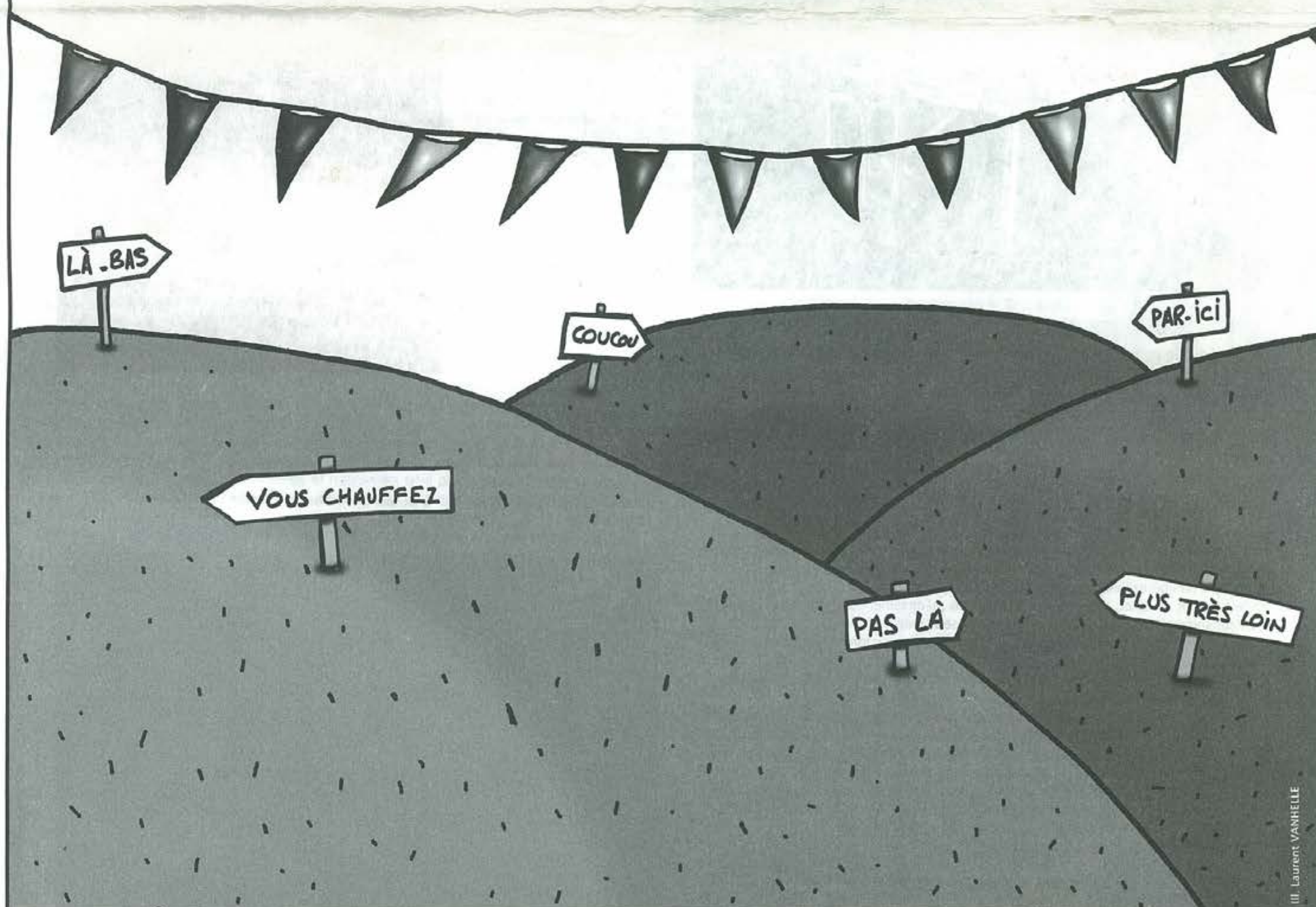


SOMMAIRE

- 2 Humeurs
- 3 Services publics *Entrer en résistance*
Emplois jeunes *La fin programmée*
- 4 Tempête 3 ans après
- 5 Ecocertification forestière *«un concept simple et noble»*
- 6 Produits fermiers *Attention dérapages !*
- 8 Accueil en Limousin *Dossier*
- 12 Tom Pousse
- 13 Palestine, Chaises longues, l'Atelier
- 14 Lu et approuvé *Notes de lecture*
- 15 Agenda
- 16 René Limouzin *Mes initiations à la musique*

S
Z
aINVITATION POUR
NOUS SOUTENIRaccueil en
LIMOUSIN

III. Laurent VANHELLE

DOSSIER ACCUEIL EN LIMOUSIN

Des nouvelles d'IPNS

IPNS a un an et entame sa seconde année d'existence avec ce n°5 dont le dossier est consacré à l'accueil. En avril dernier, une rencontre avec une trentaine de lecteurs et acteurs du journal a eu lieu au cours de laquelle nous avons échangé sur l'avenir d'IPNS.

Celui-ci est actuellement diffusé auprès d'environ 600 personnes (les deux tiers par abonnement, un tiers par les marchands de journaux), ce qui n'est pas mal mais encore insuffisant pour assurer la viabilité du titre sur le long terme. En effet, autant l'intégralité des recettes des abonnements nous revient, autant la diffusion par les points presse est relativement coûteuse : 40% du prix de vente.

C'est pourquoi nous avons décidé d'augmenter le prix du numéro à 3 euros, et celui de l'abonnement annuel à 12 euros. Heureusement beaucoup d'entre vous ont choisi l'abonnement de soutien (15 euros ou plus) qui en cette période de démarrage reste toujours d'un grand secours.

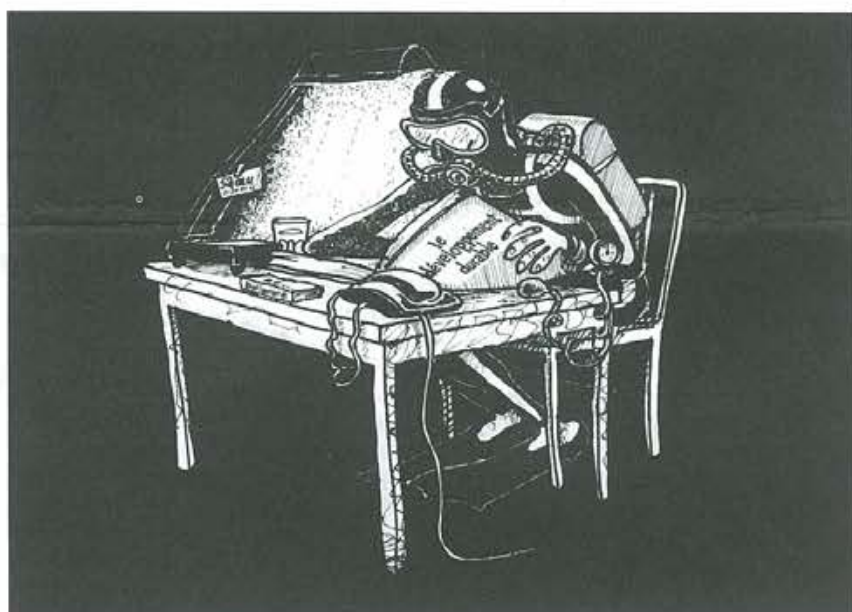
Dans l'optique d'augmenter encore le nombre de nos lecteurs, il faut faire davantage connaître le journal. Pour cela, la meilleure formule - et la plus économique - reste le bouche à oreille ! Si chaque abonné réussissait à convaincre une personne de son entourage de s'abonner elle-même, nous pourrions être assurés de l'avenir économique du journal. Aussi, nous comptons sur vous pour nous aider dans la promotion d'IPNS.

Enfin, IPNS, a toujours voulu être un journal ouvert à la parole des acteurs associatifs ou autres qui contribuent à la vitalité et au dynamisme de la vie sur le plateau de Millevaches. Le petit groupe de huit personnes qui en assure la coordination ne souhaite pas réaliser seul ce journal. Ce n'est certes pas le cas : ce sont en tout plus de 50 personnes qui ont déjà collaboré à IPNS en prenant la plume, auxquelles vient s'ajouter avec ce n°5 une quinzaine de nouvelles signatures. Cependant, nous ne connaissons pas toutes les personnes qui sur le plateau pourraient apporter un témoignage, une réflexion ou une analyse qui intéresseraient l'ensemble de nos lecteurs. Là encore, chaque lecteur d'IPNS est un rédacteur potentiel. Vous pouvez aussi nous suggérer des sujets (et des auteurs), ou inciter autour de vous tel ou tel à nous adresser un article, une prise de position ou un compte-rendu. C'est le but d'IPNS que de servir de carrefour, de croisement et de lieu de rencontre. A vos plumes !

L'EQUIPE D'IPNS

PS : Bravo et merci aux quelques lecteurs attentifs qui ont relevé la grosse coquille de première page du n°4... qui était encore daté de l'année dernière ! On s'excuse mais on n'est pas encore très à l'aise avec le "coupé-collé"...

Développement durable ?



Rousseau

Du 2 au 6 juin avait lieu, à l'initiative du gouvernement, la semaine nationale du développement durable. Colloque à Aubusson, visites, rencontres etc. étaient au rendez-vous en divers points du Limousin. L'occasion de vous proposer la lecture corrosive d'une des définitions du "Dictionnaire" que Jan Dau Melhau a fait paraître l'an passé. Un petit bréviaire à penser à contre-courant...

Développement :

Ne pas le qualifier, c'est le sous-entendre économique, tant cela va de soi. Tel, il se situe toujours à des stades sur lesquels le pauvre monde essaie tant bien que mal de se maintenir. Ah, comme j'aimerais qu'en des stades, bien clos ceux-là, on l'enfermât, stades où ses supporters pourraient, tout à loisir, aller se le jouer !

En fait le mot complet, qui n'est au fond qu'un pléonasme, est croissancedéveloppementconsommation. C'est un mot magique, un peu comme abracadabra. C'est l'abracadabra de l'économie, en quelque sorte. La formule est un peu longue peut-être, mais à la psalmodier comme une litanie, on se sent tout de suite mieux ; eût-on les os toujours aussi vaillants, le ventre encore gonflé, on n'en est pas moins changé de cour, on est passé dans la cour des grands !

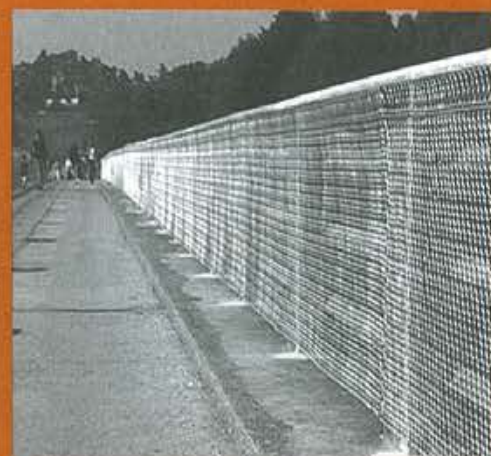
On connaissait la nécessité de croissance, on vient d'inventer le devoir de consommation. Devoir civique. Attention aux mauvais citoyens confondus avec les consommateurs insuffisants ! L'homo consumerus est agent et fin du développement, c'est à dire de l'accumulation jusqu'à l'étouffement des produits et services que nul ne produit plus et qui ne servent à rien - cela se passe au royaume de la vacuité et de l'inutile -, la bonne vieille réclame - mal fagotée, reconvertie, via la publicité, en pimpante information du consommateur - étant chargée de stimuler les glandes salivaires des gavés.

JAN DAU MELHAU

Ce texte est extrait de "Mon dictionnaire" qu'on peut se procurer pour 10 euros à l'adresse suivante : Institut d'Etudes Occitanes du Limousin 2 chemin Couderche 19510 MASSERET Tél: 05.55.98.28.90

Insécuritophobie

Vacances à Vassivière, vacances sécuritaires...



La vague sécuritaire est arrivée sur le plateau : cet été le SYMIVA a décidé d'installer des barrières grillagées de 1,20m de hauteur tout au long de la passerelle qui mène à l'île de Vassivière. Que les pêcheurs qui ne peuvent plus poser leurs cannes, les promeneurs qui ont l'impression de se balader dans une cage et les amoureux des beaux paysages qui devront désormais les découvrir au travers du quadrillage régulier d'un filet métallique ne se méprennent pas : il ne s'agit pas là de l'installation provocatrice de quelque artiste du centre d'art qui, par cette intervention nous questionnerait sur l'enfermement ou la liberté... C'est bien là l'initiative prudente du syndicat de Vassivière qui pousse jusqu'à l'absurde l'application du principe de précaution ! Au passage, signalons qu'aucun accident n'a eu lieu dans le passé qui puisse justifier une telle extravagance.

EDF de son côté ne veut pas être en reste : elle affiche dans l'Info-loisirs édité par le SYMIVA ses conseils (disproportionnés) de prudence : attention, vacanciers, vous risquez d'être submergés par le grossissement intempestif des eaux de la Maulde ou du Thaurion, aux bords desquels les camps de jeunes qui y étaient autrefois tolérés sont désormais interdits. Quelques centaines de panneaux jaunes de sécurité ont été installés par ailleurs le long de la rivière.

Conscients de l'intérêt d'accroître la sécurité sur le site, IPNS propose :

- pour l'accès à l'île, une fermeture grillagée au dessus de la route de façon à éviter que le petit train ne puisse un jour s'envoler.
- pour la baignade, de contractualiser avec EDF une baisse significative du niveau de l'eau, de manière à permettre à un enfant de 10 ans d'avoir pied partout dans le lac.

Tribune libre ...

...de Philippe Betton agriculteur à St Martin Château, dressée en plein champ entre deux arbres.



SERVICES PUBLICS, ENTRER EN RESISTANCE

Dimanche 18 mai, à quelques kilomètres de la gare d'Eymoutiers, en pleine nature, au bord de la Vienne, le long de la voie ferrée Limoges-Ussel, et au pied de la centrale électrique de Charnaillet aujourd'hui désaffectée, tout était parfait pour un pique nique champêtre au milieu de la végétation luxuriante et exubérante de notre printemps mouillé. Dans ce cadre merveilleux ils étaient une centaine de militants convaincus et combattifs, rassemblés autour du collectif de défense des services publics qu'IPNS a déjà présenté dans son numéro 2. On retrouvait là des représentants syndicaux de la Poste, des collectivités territoriales, de la SNCF, de l'EDF, de l'Équipement, des militants d'ATTAC, des élus et de simples citoyens. Ils avaient choisi ce pique nique citoyen dans un lieu hautement symbolique pour contester la politique de nos gouvernants qui veulent soumettre les services publics à l'impitoyable régulation du libéralisme.

Charnaillet c'est une centrale hydroélectrique que l'EDF a barré de son potentiel énergétique au profit du développement de l'énergie nucléaire que l'Etat et le Parlement s'apprêtent à revaloriser en allongeant de dix à trente ans la durée de vie des 58 centrales nucléaires. Elles sont obsolètes au bout de trente ans. Alors que faire de cette accumulation de déchets ? Et c'est un nouveau risque de Tchernobyl en perspective.

La ligne de chemin de fer Limoges-Ussel est sans cesse menacée comme les autres dessertes ferroviaires du Limousin et du Massif Central considérées comme trop faibles en rentabilité. Et pourtant après la tempête de 1999, des promesses se sont multipliées pour la moderniser afin de désenclaver le massif forestier du Millevaches. A grand coup de subvention, de tapage médiatique et de coûts faramineux, la gare à bois de Bugeat - Viam a surgi de sa tourbière. Elle est aujourd'hui pratiquement inopérante. Dans sa version de février le diagnostic territorial de la charte du PNR Millevaches ne la mentionne même pas dans les dessertes structurantes de l'économie du territoire ! Et pendant ce temps là le lobby des routiers obtient de surcharger et d'allonger ses camions, en détruisant les chaussées de notre réseau routier, à la charge de nos impôts territoriaux.

Les militants de ce pique nique citoyen nous invitent tous à entrer en résistance pour que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne transforme pas nos services publics à la française en vulgaire marchandise à croquer par les loups de la Banque Mondiale et du FMI. Alors

faisons comme eux : « agissons localement pour que le monde ne devienne pas une voie sans issue comme Charnaillet ».

LE MANIFESTE DES CREUSOIS

Les creusois n'ont pas attendu le rassemblement de Charnaillet pour entrer en résistance. Ils s'y sont tous mis à l'initiative de la majorité du Conseil général : élus, militants syndicaux, politiques, socioprofessionnels et associatifs creusois. Dès le 6 mai ils tenaient des assises départementales de l'Ecole et des Services Publics pour demander l'arrêt du démantèlement des services publics dans le département. Ensemble ils ont préparé un **MANIFESTE** qu'ils ont signé et publié le 21 mai pour l'adresser au Président de la République et au Premier Ministre.

Ce manifeste rappelle que « la Creuse, département rural par excellence, a besoin d'un haut niveau d'équipements et de services publics pour répondre aux attentes des usagers et réduire la fracture territoriale... »

.. Aujourd'hui, nous, citoyens, entendons prendre notre avenir en main, marquer notre refus de subir passivement les décisions de l'Etat et c'est la raison pour laquelle nous décidons collectivement d'**entrer en résistance** face aux menaces qui pèsent sur notre département...

.. Ensemble, nous exigeons une concertation avec les services de l'Etat pour engager une réflexion à plus long terme autour de la question des services publics...

.. Ensemble, nous revendiquons une réelle péréquation financière, garante d'une société solidaire et non d'une société marchande. C'est la condition indispensable pour envisager de façon sereine l'avenir de notre département ».

Creusois, et pourquoi pas Limousins, nous pouvons tous rejoindre et signer ce manifeste pour entreprendre un large débat sur l'invention de services publics pour vivre, se former et travailler sur nos territoires ruraux fragiles.

ALAIN CAROP



UN COLLECTIF EMPLOI JEUNES EN LIMOUSIN

Fin 2002, un collectif d'emplois-jeunes a été créé à Limoges. A l'heure actuelle, 2500 salariés travaillent en Limousin sous ce statut (dont 53 % dans le secteur associatif). Les premières conventions du dispositif emplois-jeunes arrivent à terme cette année. Les emplois jeunes de l'éducation nationale et des collectivités connaissent leur sort : aucun processus de pérennisation n'est proposé. Les emplois-jeunes du secteur associatif pourront bénéficier, au cas par cas, d'une aide dégressive pendant trois ans.

Le collectif a été mis en place non pas pour défendre le dispositif emplois-jeunes qui est par nature précaire, mais pour faire reconnaître l'utilité sociale des emplois dans le secteur associatif et la nécessité de les financer, de les reconnaître en tant que service public. Il a pour but de rassembler les emplois-jeunes, de communiquer autour des difficultés qu'ils rencontrent et d'interpeller les élus pour qu'ils prennent position sur cette question.

En 1997, les emplois-jeunes étaient créés, pour faire régresser le chômage des moins de 30 ans, mais aussi pour répondre à des besoins émergents et non satisfaits grâce à la création d'activités nouvelles d'utilité sociale, culturelle... et de proximité (selon Martine AUBRY). Ces besoins de la population ont-ils disparu tout récemment ? Que se passera-t-il dans les crèches, les centres de loisirs, les déchetteries, les associations culturelles lorsque ces salariés partiront ? Que se passera-t-il pour Pays Sage, Contrechamps, Solidarité Millevaches, Télé Millevaches et tant d'autres ? Et que feront les jeunes qui se sont formés, qui sont compétents dans leur secteur d'activité et à qui on conseille maintenant de se réinsérer dans le secteur marchand ?

Alors qu'on tend à développer la politique d'accueil en Limousin, ne faudrait-il pas simultanément prendre des dispositions pour garder les jeunes actifs déjà installés ?

CÉCILE COULEAU

Contact collectif emplois-jeunes Limoges
Guillaume BERTRAND 05 55 35 81 24
ou cej@free.fr • Site internet : cej87.free.fr

LA FIN DES EMPLOIS JEUNES ?

«HÊTRE OU NE PAS HÊTRE»

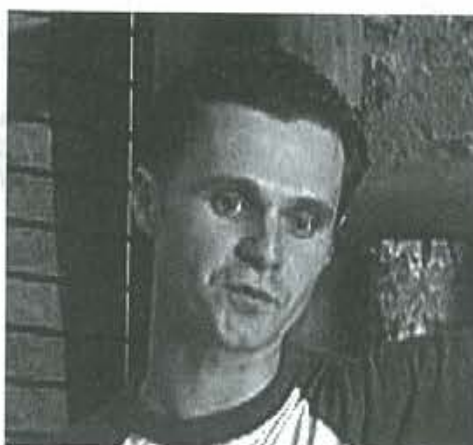
Originaire d'Egletons en Corrèze, Jean Philippe Boismal a 29 ans. Titulaire d'une licence de Géographie passée à l'université de Clermont Ferrand, il travaille aujourd'hui à la maison de l'Arbre de Chamberet en Corrèze. C'est lui qui a mis sur les rails cette structure dédiée comme son nom l'indique si bien à l'arbre. Comme près de 900 jeunes en limousin, il a pu bénéficier du dispositif "nouveaux services emplois jeunes" imaginé par Martine Aubry en 1997.

"Au début, je participais aux relais emplois jeunes (REJ) à la mission locale de Tulle. Le but était de monter des dossiers correspondant à notre cursus et de les proposer aux structures intéressées. Pendant cette période j'ai vu une annonce concernant un poste d'agent de développement local à Chamberet. J'ai postulé et j'ai été embauché le 1er novembre 1999 par l'association ELAN (Espace Loisirs Accueil Nature) qui a pour vocation de développer le tourisme sur la commune de Chamberet".

Dès son arrivée dans l'association Jean Philippe participe au montage des dossiers puis à la mise en place de l'exposition permanente en même temps que le suivi des travaux de la maison de l'arbre. Depuis juin 2000 date de l'ouverture au public, Jean Philippe fait les visites aux publics et de l'animation. Il crée de nouveaux outils pédagogiques, fait de la comptabilité, du secrétariat, de la communication, de la gestion, du ménage... "Ces nouveaux métiers nécessitent qu'on soit polyvalent".

"Sur le plan personnel, ce dispositif m'a apporté beaucoup. C'est d'abord une très bonne expérience professionnelle. Cela m'a permis de prendre confiance en moi, de devenir respon-

sable en prenant de véritables initiatives. S'ajoute à cela le contact avec le public. En plus, l'avantage de ce dispositif est qu'on peut bénéficier de formation. J'ai pu personnellement me perfectionner en informatique, me former sur l'accompagnement de projet touristique, à la promotion et à la communication à l'occasion de stages à Limoges ou à Tulle".



Jusqu'en avril 2001, Jean Philippe a été l'unique salarié de la maison de l'arbre. Aujourd'hui, un poste supplémentaire à mi-temps a été créé. Trois nouvelles salles viennent d'être inaugurées. Une salle sensorielle, une salle des oiseaux et une salle consacrée à l'écrivain-poète Marcelle Delpastre qui était originaire du pays de Chamberet. "De plus en plus, cette structure tend à devenir, en plus d'un espace d'exposition, un lieu d'éducation à l'environnement".

En 2003 la maison de l'arbre espère pouvoir accueillir 5000 voire 6000

visiteurs (Chamberet est un village de 1300 habitants). C'est ce nombre de visiteurs qui pourrait permettre à Jean Philippe d'envisager l'avenir sereinement. D'ailleurs l'avenir ?

"Mon poste devrait être pérennisé grâce au dispositif d'épargne consolidé qui débouchera sur un CDI. Malheureusement, je pense que beaucoup d'associations qui ont peu de moyens vont disparaître en même temps que le dispositif emplois jeunes. Elles ne pourront pas se passer de ces jeunes souvent qualifiés, diplômés, mais aussi parce que le bénévolat est aujourd'hui en chute libre".

SAMUEL DELERON

TEMPÊTE

3 ans après

FORÊT

Les passages tumultueux de Lothar et Martin, invités imprévus de Noël 1999, n'ont pas fini de laisser des traces... Qu'en est-il trois ans après ?

Les dégâts

En Limousin, la tempête a touché 123 000 hectares de forêt (sur les 554 000 existants – soit 22%). Ces hectares n'ont pas tous été touchés de la même manière. Certains ont eu des dégâts faibles, d'autres moyens, d'autres forts : ainsi ces 62 000 hectares qui ont été détruits à plus de 50%. Tous les chiffres concernant la forêt étant départementaux, il est difficile d'en donner pour le seul plateau. Néanmoins, on sait que celui-ci a été des plus touchés, comme le montre la carte ci-contre, où l'on voit qu'il est entièrement dans la zone des "dégâts forts".

Régionalement la tempête a détruit 15 millions de m³, soit 15% du volume de bois sur pied. Les résineux ont davantage été touchés (9,3 millions de m³, dont la moitié d'épicéas) que les feuillus (5,7 millions). Logique vu la dominance des résineux sur la zone la plus frappée. Un tel volume de bois tombé à terre représentait environ 7 années de récolte, toutes essences confondues. Si on ne retient que les résineux, ce sont en fait dix années de récolte qui sont tombées en une seule nuit ! (la récolte annuelle dans les années qui ont précédé la tempête était de 900 000 m³ de résineux par an).

L'exploitation

Dans les deux premières années qui ont suivi la tempête, la priorité a été mise sur la récolte des bois les plus fragiles, ceux qui pouvaient être attaqués les premiers par les insectes et les champignons. Pour ce qui concerne le plateau, surtout l'épicéa. L'exploitation du douglas, au contraire, était volontairement repoussée à plus tard, son bois étant naturellement beaucoup plus résistant (ce sont les chablis qui seront récupérés cette année).

Mais la toute première intervention a été le rétablissement des accès à la forêt : en tout 2300 kms de pistes et routes forestières ont été déblayées.

Les propriétaires, les professionnels et les pouvoirs publics s'étaient fixé pour objectif de récupérer en trois ans (2000, 2001 et 2002) les deux tiers des bois abattus. Il a été tenu, puisque au 31 décembre 2002, 5,5 millions de m³ de résineux avaient été récoltés (60%) et 4,3 millions de m³ de feuillus (75%). Ceci fait un total, pour tout le Limousin de 9,8 millions de m³ de bois (65%) qui se répartissent ainsi :

2,6 M m³ de bois d'œuvre sciés dans les scieries limousines.

2 M m³ dans des scieries en dehors de la région.

0,8 M m³ conservés sur des aires de stockage en Limousin (comme sur celle d'Ussel, cf. photo).

0,2 M m³ stockés hors Limousin.

2,4 M m³ partis dans les usines de pâtes à papier ou de panneaux de la région.

On évalue enfin que 1,8 M m³ de feuillus sont partis en bois de feu pour le chauffage domestique. Tout cela a été rendu possible par la mobilisation en trois ans de 56 millions d'euros d'aides publiques (un peu plus de 30 M de l'Etat, de 14 M de l'Europe, de 7 M des départements et de 5 M de la région).

Les accidents

Si, sur le coup, la tempête n'a pas fait de victimes sur le plateau, de nombreux accidents du travail ultérieurs sont liés à l'exploitation des chablis : fin 2001, on recensait déjà dans tout le Limousin 12 accidents avec des blessures graves et 6 accidents mortels.

Les replantations

Fin 2002, quelques 7500 hectares balayés par la tempête sont en cours de reconstitution, majoritairement en douglas, dont 4500 pour la seule année 2002. Les prévisions pour 2003 sont du même ordre. Le coût moyen du nettoyage et de la reconstitution est d'environ 3400 euros à l'hectare (il ne s'agit là que des surfaces ayant fait l'objet d'une demande d'aide auprès des pouvoirs publics).

Les risques sanitaires

Il existe au Ministère de l'Agriculture un "département de la santé des forêts" qui surveille grâce à un réseau de correspondants départementaux l'état des forêts françaises. Celui-ci a été particulièrement attentif aux effets sanitaires de la tempête. En effet la masse de bois tombé et laissé à l'abandon représentait un véritable festin pour les insectes sous-corticoles (qui vivent sous les

écorces) et xylophages (qui se nourrissent du bois). On l'a dit c'est l'épicéa qui était le plus exposé à ce genre de bestioles. Dès 2000 la colonisation des chablis par ces insectes était commencée sur cette essence. Mais, contrairement à la Bourgogne par exemple, le Limousin n'a subi que des attaques de faible intensité. Les scolytes se sont cependant assez développés sur le plateau par rapport au reste de la région. De gros foyers ont été repérés notamment autour du lac de Vassivière.

Actuellement la plupart des chablis qui n'ont pas été exploités ne sont plus colonisables par les scolytes : soit ils l'ont déjà été (il n'y a plus rien à manger !), soit ils sont desséchés (ce qui reste n'est pas bon !).

Les entreprises

La Banque de France a mené en 2002 une étude sur les conséquences financières de la tempête sur les entreprises de la filière bois. Il en ressort que l'événement a entraîné de fortes perturbations qui sont cependant très différentes selon l'endroit de la filière que l'on observe : plus on va vers l'amont et plus elles sont importantes. Le secteur le plus touché est celui de l'exploitation forestière qui a eu à faire face à un surcroît d'activité en 2000, qui ne s'est pas prolongé en 2001. La Banque de France constate une érosion de la rentabilité d'exploitation dans ce secteur, qui a cependant réussi à améliorer son résultat final, du fait des aides des pouvoirs publics. Les scieries de résineux accusent une légère dégradation de leur structure financière qui reste cependant satisfaisante, tandis que les fabricants de charpentes et de menuiseries ne semblent pas avoir été touchés par la tempête. Globalement "la situation des entreprises de la filière bois peut être jugée favorablement ; les conséquences de la tempête ont été

bien moindres que ce qui était craint dans les premières semaines de 2000. Il n'en demeure pas moins que des interrogations subsistent pour l'avenir quant à l'écoulement des stocks importants constitués et à leur coût de négociation d'autant plus que les acheteurs étrangers semblent plus actifs actuellement".

Sources : DRAF INFO (janvier 2002), Lettre d'information de la Préfecture de la Région Limousin (avril 2003), Informations techniques du département Santé des Forêts - Massif Central (n° 49 et 52), Banque de France : "La filière bois en Limousin en 1999, 2000 et 2001".

Dégâts de la tempête de décembre 1999 en Limousin (localisation)



Replanter quoi ?

Les statistiques de la DRAF nous le confirment : les reboiseurs ne font guère preuve d'originalité en ne replantant quasiment que du douglas... Loin de nous l'idée de réveiller la vieille guéguerre des résineux et des feuillus, mais tout de même ! Pourquoi faudrait-il toujours succomber à la monoculture ? Biodiversité chérie où es-tu ? Réponse : sur une petite parcelle située au nord-ouest de l'île de Vassivière. Là, durant les derniers jours d'avril, sous la houlette d'un artiste (Ah, un artiste, tout s'explique !), Erik Samakh, plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup d'habitants du plateau, sont venues planter d'exotiques essences forestières qui ont pour nom : alisiers, cerisiers, charmes, châtaigniers, chênes, cornouillers ou sorbiers... En tout une cinquantaine d'essences différentes choisies pour attirer le plus grand nombre possible d'oiseaux, d'insectes et de rongeurs. Aidée de la botaniste Isabelle Jacob (auteur de précieuses et passionnantes notices botaniques disponibles auprès du Centre d'Art de Vassivière), Erik Samakh a ainsi replanté de façon absolument unique un terrain dévasté par la tempête. "C'est en observant les différentes espèces de plantes qui réapparaissent sur l'île que nous avons constaté à quel point la tempête avait pu avoir une action positive sur la régénération de cette parcelle qui, comme ses voisines, avait principalement été constituée de monoculture. En proposant une plantation mixte très diversifiée, nous avions à l'esprit de participer aussi, même modestement, à l'équilibre biologique de cet environnement". Faut-il donc que ce soient des artistes qui nous apprennent cela ? Réponse de Guy Tortosa, le directeur du centre d'art : "C'est là en effet l'humble (mais dans humble il y a humus) et dérisoire mission de l'art que d'agir indirectement en semant des graines dans les consciences, une mission plus que jamais nécessaire quand d'autres sèment ailleurs un peu partout des graines d'incompréhension".



photo : Association Metamorphose

DEFENSE ET ILLUSTRATION DE L'ÉCOCERTIFICATION FORESTIÈRE

«Un concept simple et noble»

*La forêt limousine vient d'être "écocertifiée". Poudre aux yeux ou engagement sérieux ?
Bernard Palluet, forestier, y croit fortement et il défend ici l'écocertification de nos bois.*

Avant que le terme d'écocertification ne cesse de provoquer réactions allergiques, moues dubitatives ou silences interloqués, il faudra quelques temps encore. Le temps de l'habitude... comme toujours.

Pourtant, si l'on s'arrête sur le sujet, notamment en se posant les deux questions suivantes, que répondrions-nous ?

Gérer la forêt de telle sorte qu'elle conserve sa biodiversité, sa santé et ses capacités de régénération pour le bien des générations présentes et futures, n'est-ce pas ce que chacun souhaite pour lui et ses enfants ?

Obtenir, en tant que consommateur, l'assurance que les produits à base de bois, commercialisés dans les grandes surfaces et ailleurs, proviennent de forêts gérées selon le principe édicté précédemment, n'est-il pas une garantie satisfaisante ?

Je ne doute pas que les deux réponses soient affirmatives et que, de ce fait, nous adhérons tous à la démarche d'écocertification. Alors, c'est peut-être dans le système lui-même qu'il faut chercher l'explication du malaise ?

En effet, l'écocertification suppose une organisation et des règlements. On les retrouve rangés sous le sigle PEFC (système européen de certification forestière) et, pour qu'un produit bois soit écocertifié et porte le label PEFC, il est nécessaire que :

Les acteurs de la filière (des propriétaires aux transformateurs en passant par les intervenants) aient accepté et respecté les uns et les autres des cahiers des charges spécifiques.

Les exploitants et les transformateurs aient, les uns et les autres, mis en place des chaînes de contrôle permettant de prouver la provenance des bois vendus comme écocertifiés.

Là encore les éléments mis en place semblent tout à fait satisfaisants. Une fois encore, pourquoi ce concept à la fois simple et noble provoque-t-il des réactions allergiques ?

La réponse ne réside-t-elle pas dans le fait que l'écocertification apparaît comme une "obligation" inéluctable à laquelle devra se soumettre tout propriétaire forestier souhaitant commercialiser la production de sa forêt ?

En effet, derrière la belle idée de gestion durable, se profile un gigantesque objectif commercial. On comprend aisément que si cet argument marketing est vendeur, les vendeurs l'exigeront eux-mêmes de leurs fournisseurs, qui l'exigeront à leur tour des leurs, qui l'exigeront en fin de compte des propriétaires forestiers.

Il est vrai, pour conclure ironiquement, que ne gérant pas durablement nos forêts, selon les six principes édictés à la conférence d'Helsinki :

- en ne les reconstituant pas après les avoir exploitées,
 - en ne prenant pas soin de leur état sanitaire,
 - en ne respectant pas la biodiversité,
 - en n'ayant pas le souci de production de biens et de services,
 - en n'ayant pas conscience de leur fonction protectrice,
 - en ne prenant pas en compte les besoins sociaux économiques de la société,
- il ressort avec évidence que nous avons besoin d'un système formel pour mieux travailler et prouver aux tiers que c'est le cas !

BERNARD PALLUET

Bernard Palluet est responsable qualité de la Coopérative Forestière du Limousin.

Produits fermiers

Attention ! Dérapages...



Dans un contexte agroalimentaire agité de crises économiques et sanitaires, les produits fermiers connaissent un engouement grandissant. Le fait qu'en principe le processus fermier repose sur la maîtrise de la chaîne par l'agriculteur et sur un rapport direct au consommateur aurait dû le préserver des dérapages mercantiles que subit actuellement la bio. Faute d'un cadre législatif précis, les produits fermiers connaissent cependant de nombreuses dérives, tant du fait des producteurs, de l'inadaptation du contexte agroalimentaire, que de l'inconséquence des consommateurs.

UNE ABSENCE DE DEFINITION JURIDIQUE A L'ORIGINE DES PROBLEMES ?

Pas de définition légale

Il n'y a pour lors aucune définition officielle du produit fermier. La jurisprudence s'est adaptée au fil des contentieux pour se caler progressivement sur une directive européenne, reprise par la DGCCRF (Direction Générale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes), qui ébauche surtout une définition pour les poulets fermiers et quelques fromages ; et qui renvoie la plupart du temps au cahier des charges des certifications officielles (Label rouge, AOC). Il suffit légalement d'être agriculteur pour utiliser la qualification fermière. A la limite même une porcherie industrielle peut s'en réclamer.

L'image d'Épinal chez le consommateur

Dans l'esprit du consommateur, le produit fermier est attaché à des souvenirs fantasmés de vagues racines rurales ; cliché d'une ferme d'antan qui n'a jamais existé, mais qui est omniprésente dans les publicités des grands groupes alimentaires. Le marketing a compris que l'étiquette fermière permettait surtout de hiérarchiser les consommateurs selon leurs disponibilités à payer la qualité perçue. Le produit fermier se distinguait ainsi par son caractère sain et naturel, puis par son goût, et par son équilibre nutritionnel. Des caractéristiques qui seraient attribuées aux techniques mises en œuvre, à la fraîcheur des produits et au caractère artisanal.

Paradoxalement, les reproches qui sont faits tiennent justement à cette origine artisanale : hygiène mal assurée, qualité inégale, problème de présentation, caractère gras, approvisionnement irrégulier...

La convergence de l'intérêt du consommateur et du producteur n'est pas évidente. La satisfaction des attentes incohérentes des clients peut aboutir à une dérive du processus fermier, et la pleine maîtrise stratégique par l'agriculteur n'est pas toujours une garantie du processus fermier. Enfin dans certains cas, les deux parties peuvent se trouver flouées par le système agroalimentaire.

UN SYSTEME AGROALIMENTAIRE INADAPTE AUX PRODUITS FERMIERS

Faute de statut et de circuits propres, les produits fermiers doivent s'aligner sur les normes alimentaires industrielles. Au-delà du cas des maraîchers qui ne parviennent plus à vendre les carottes insuffisamment droites parce qu'elles perdent plus de la moitié de leur poids après passage dans les éplucheuses des cantines scolaires et restaurants collectifs, c'est l'ensemble du système qui n'est plus adapté à la spécificité des productions fermières.

Des équipements sanitaires trop lourds

Les grandes tailles des exploitations ne sont pas seulement le fait de producteurs à l'éthique fermière relative qui ne savent refuser la croissance, elles sont également dues aux normes d'hygiène qui obligent à d'importants investissements difficilement absorbables pour une petite structure. Le recours aux équipements collectifs



Illustration tirée du jeu la Bacade

(Coopératives, CUMA, ateliers relais) n'est pas toujours possible ou opportun. La nécessité d'amortir les investissements conduit parfois à passer au stade artisanal (voire industriel) avec un accroissement des difficultés lorsque la perte de l'appellation fermière oblige à réduire les prix, et donc les coûts, condamnant à terme à entrer dans l'engrenage des centrales d'achat. De fait, contrairement aux idées reçues, les exploitations en transformation-vente-directe sont bien plus grandes que la moyenne des fermes dans les mêmes productions (Chiffre d'affaire, Surface agricole utile, main d'œuvre).

Des normes réglementaires favorisant la standardisation

Les services des fraudes ont défini les compositions officielles de nombreux produits afin de garantir une constante au consommateur. Mais cette normalisation nationale aboutit à niveler les particularités locales, comme pour ces transformateurs charcutiers qui ont renoncé à produire l'un l'andouille locale, l'autre du pâté en terrine parce que leurs compositions traditionnelles n'étaient pas en conformité avec les compositions officielles obligatoires.

LE CONSOMMATEUR PRISONNIER DE SES HABITUDES INDUSTRIELLES

Si le consommateur n'est qu'indirectement responsable de la normalisation hygiéniste, il est plus directement acteur de certaines dérives.

La saisonnalité des produits

En exigeant des framboises fraîches hors saison, les consommateurs ont incité certains producteurs corréziens à développer les cultures hors-sol sur substrat dans des serres chauffées, afin de tenir le marché face à la concurrence étrangère qui conservait la place libérée entre les saisons. Outre les conditions de durabilité (autre concept galvaudé à la mode), on peut s'interroger sur la pertinence du qualificatif "framboises corréziennes" étant donné que le terroir n'intervient plus du tout dans le cycle végétatif.

Ce cas est aussi symptomatique des pressions qui conduisent certains agriculteurs à s'approvisionner occasionnellement à l'extérieur plutôt que de perdre des clients qui ne comprennent pas l'irrégularité saisonnière des productions.

Des formats industriels

Trop souvent le client cherche à retrouver les standards industriels rassurants. Ainsi en est-il de ce transformateur-charcutier qui a dû nitrifier son jambon blanc pour qu'il reste rose après cuisson plutôt que naturellement gris ; ou de ce producteur de lait cru qui a cessé la vente directe parce que les clients voulaient désormais du lait qui se conserve plusieurs jours et puisse se stocker à l'air libre.

Malgré ses déclarations, force est de regretter que le consommateur continue de préférer les aliments avec un format, une régularité et un prix industriels. L'étiquette fermière n'étant là que pour valoriser symboliquement son achat (image, éthique...).

Le Système Industriel Agro-Alimentaire (SIAA) a très bien saisi ces paradoxes et offre maintenant du "fermier" industriel à bon compte.

QUAND L'APPELLATION FERMIERE N'EST PLUS QU'UNE ETIQUETTE RECUPEREE PAR L'INDUSTRIE

Les rares cas en appellation fermière officielle (Label rouge), se trouvent paradoxalement être ceux pour lesquels le processus fermier n'est de fait pas respecté.

L'appellation poulets fermiers a été arrêtée juridiquement très tôt pour le label rouge. Il s'agissait à l'origine de valoriser une production de qualité, conforme à l'image traditionnelle du poulet fermier, garantissant un cycle d'élevage long en plein air, majoritairement au grain. Les responsables des groupements entendaient ainsi assurer simultanément un prix rémunérateur au producteur et une qualité supérieure au consommateur. Le même raisonnement animait la création du label "porc fermier du limousin". Dans les deux cas, les agriculteurs se contentent d'élever des animaux selon un cahier des charges et de vendre à des groupements ou des acheteurs privés qui commercialisent l'essentiel en grandes surfaces, après conditionnement en industries. Pour l'agriculteur, cette appellation n'est plus qu'une plus value sur le prix, comme n'importe quel label en filière longue. Hormis l'étiquette, il n'y a plus grand chose de fermier dans ce système où le producteur ne maîtrise ni les conditions d'élevage qui sont régies par un cahier des charges, ni le prix et la distribution qui sont imposés par les distributeurs.

La coexistence de ces appellations officielles, avec de réelles productions fermières en vente directe n'est pas sans poser problème. En plus de la confusion engendrée dans l'esprit d'un consommateur de plus en plus perdu dans la profusion des étiquettes, l'absence de statut clair des Agriculteurs transformateurs fermiers (ATF, voir ci-contre) fait peser le risque que les tenants des filières industrielles labellisées ne réclament l'exclusivité de la qualification fermière officielle et en interdisent l'usage aux petits producteurs.

VINCENT LAGARDE

Vincent Lagarde est paysan en Haute-Vienne et chercheur en gestion à l'université de Limoges. Il prépare une thèse sur les diversifications agricoles.
vincent.lagarde4@libertysurf.fr

LE PROCESSUS FERMIER N'EST PAS UNE GARANTIE DE L'ETHIQUE FERMIERE

Des yaourts "fermiers" par les plus vastes exploitations de France : 600 vaches, 2 millions de litres de laits par an !

La ferme de Viltain en région parisienne se targue avec ses 600 vaches d'être le "deuxième troupeau de France". Elle transforme et commercialise 6000 litres de lait par jour en yaourts et fromages de toutes sortes. Le consommateur ne semble pas se plaindre de cette réalité bien éloignée du bonheur dans le pré puisqu'ils sont nombreux à visiter et s'extasier devant le rotolant, trapeuse-manège de 18 places qui confère à l'ensemble les tellement rassurantes "conditions d'hygiène irréprochables". Autre exemple plus inquiétant puisque concernant l'agriculture biologique, le Domaine de la Croix Morin (37), produit et transforme le lait de 500 vaches, sur 400 hectares ; soit environ 2 millions de litres de lait par an. Première exploitation à avoir intégré en 1985 toute la filière de la production jusqu'à la transformation, l'entreprise est actuellement le plus important producteur et transformateur français, avec la plus large gamme du marché. Ayant su "harmonieusement conjuguer l'emploi des techniques modernes aux

règles strictes de l'agriculture biologique", cette société est inévitablement devenue "la référence dans le secteur de l'agriculture biologique". Là aussi, la communication insiste sur la dimension naturelle, puisque biologique, mais également sur le fait que "l'unité de production, remarquable complexe à la propreté et à l'hygiène irréprochables, respecte toutes les contraintes de fabrication".

Dans les deux cas l'offre est à la hauteur des recommandations que matraquent les conseillers "il faut se professionnaliser", c'est à dire, hygiène et marketing. Aucun poncif ne manque dans les documents publicitaires et l'impressionnant site Internet : "une sélection de gourmandises fermières" de "tout ce que la France compte de plus authentique" et "ce que la campagne apporte de savoureux et de qualité à notre alimentation", "que des produits traditionnels de qualité [...] comme on n'en fait plus".



V.L

Illustration : Willem-Frederick Van Royen (1645-1723) : La Carotte, 1699, Berlin (Musée de la Marche).

DECLARATION DE FORCALQUIER

A l'initiative de la Confédération paysanne et de l'association PaïsAlp, des producteurs fermiers se sont réunis cet hiver à Forcalquier (04) pour définir leur conception de l'agriculture fermière. Voici les conclusions de leurs réflexions.

Cent productrices et producteurs fermiers, représentants 15 pays européens, réunis en séminaire à Forcalquier (France) les 31 janvier, 1^{er} et 2 février 2003 affirment la nécessité de reconnaître leur existence comme indispensable au maintien de nombreuses fermes et d'une campagne vivante en Europe.

Les producteurs fermiers représentent l'agriculture que les citoyennes et les citoyens européens souhaitent de plus en plus. Travaillant localement, dans des ateliers à taille humaine, ils produisent des aliments de qualité, dans une relation de proximité avec les consommateurs. Ils respectent les gens qu'ils emploient, les besoins des animaux, le sol, les paysages, la biodiversité et les ressources naturelles. Ils travaillent dans un souci de durabilité, et non dans une recherche du seul profit à court terme.

La standardisation exigée des produits, des normes d'hygiène inadaptées, une Politique Agricole Commune qui favorise l'industrialisation de l'agriculture, la baisse des prix et l'agrandissement incessant des exploitations constituent des obstacles majeurs au développement de notre mode de production.

Les producteurs fermiers revendiquent une Politique Agricole Commune européenne qui œuvre, en premier lieu, au maintien de paysans nombreux, à travers toute l'Europe, y compris dans les nouveaux pays adhérents.

QU'EST-CE QU'UN ATF ?

Du point de vue des producteurs, le produit fermier correspond à une stratégie de contrôle de l'aval de la chaîne de valeur. Après des décennies de spécialisation sur la seule fonction de production de matières premières, voire sur un seul produit, la vente directe est apparue comme un moyen de se réappropriar la maîtrise de la qualité, du prix et de la valeur ajoutée. Il s'agit également pour beaucoup, de sortir du productivisme, d'échapper à l'emprise du système agroalimentaire, de s'ouvrir vers les consommateurs... Mais les conceptions de l'Agriculteur Transformateur Fermier (ATF) diffèrent selon les observateurs et les pays considérés. Il n'est pas nécessaire que l'agriculteur exerce l'acte de vente directe auprès du consommateur (vente aux magasins, aux artisans, en structure collective...) pour qualifier le produit fermier. La législation allemande autorise par ailleurs la délégation de la transformation à un prestataire de service. Globalement, il suffirait que l'agriculteur garde la maîtrise de la politique de transformation et de commercialisation pour que l'on parle de produit fermier, même s'il ne réalise pas lui-même les actes en aval de la matière première. Dans tous les cas, il doit exercer la fonction élémentaire de production (condition légale).

V.L

Le "décret fermier"

Le Ministère de l'Agriculture prépare actuellement un décret qui fixera les conditions d'utilisation du terme "fermier". Face aux dérives possibles de l'appellation "produits fermiers", la Confédération Paysanne a précisé ce qui, selon elle, devrait être spécifié dans ce décret.

Cette mention doit être accessible à un maximum de petits producteurs fermiers. La production fermière est en effet une alternative intéressante pour les installations "hors norme" ou les petites exploitations ne bénéficiant pas de la surface minimum d'installation. Tout agriculteur inscrit à la MSA, même cotisant solidaire, doit donc pouvoir faire la demande de cette mention.

Nous demandons un cadrage national fort pour limiter les risques de dérives au niveau local. Une caractéristique fondamentale du producteur fermier est qu'il maîtrise l'ensemble de son processus de production, grâce à un volume limité de production et, dans le cas de transformation, un travail sur ses propres matières premières. Ces éléments (petite taille et production des matières premières utilisées) justifient par exemple que des normes sanitaires spécifiques lui soient appliquées. Ils permettent aussi de garantir une traçabilité simplifiée, entièrement assurée par le producteur.

A partir de là les propositions de la Confédération Paysanne quant au futur décret précisent :

Les producteurs fermiers doivent être producteurs et transformateurs de leur matière première, et vendeurs de leurs produits.

Les matières premières principales et discriminantes du produit doivent être issues exclusivement de leur ferme. Dans le cas d'un animal, il doit avoir effectué au minimum les deux tiers de son cycle de croissance sur l'exploitation agricole.

En cas d'atelier commun de transformation, chaque producteur doit participer et retrouver dans son produit fini sa propre matière première.

Le producteur fermier doit garder la responsabilité de producteur - transformateur - vendeur jusqu'à la présentation finale du produit.

Un cadrage clair concernant la taille de l'exploitation doit être précisé. Les producteurs fermiers doivent élaborer leurs produits de façon non industrielle dans des ateliers de taille limitée et participer à chaque étape de la fabrication du produit. L'échelle "artisanale" du travail implique un équilibre entre la main d'œuvre familiale et salariée (pas plus d'un salarié pour un actif familial).

Enfin, il est nécessaire d'introduire un cadrage national interdisant la co-existence sur une même exploitation d'atelier de type fermier et d'atelier industriel. Au minimum le décret devrait interdire la coexistence de deux ateliers différents (fermier et industriel) relevant de la même production.

Dans ce contexte, nous tenons à affirmer que les producteurs en intégration dans l'état actuel de leurs conditions de production ne peuvent donc pas prétendre à utiliser le terme fermier. Ils ne peuvent en effet pas être considérés comme responsables de leur produit puisqu'ils ne sont pas propriétaires de celui-ci et qu'ils subissent les obligations de l'intégrateur.

Informations fournies par Fabrice Lacroix, agriculteur à Ste Anne St Priest (Haute Vienne).

accueil en LIMOUSIN

Dire aux gens de venir s'installer sur le plateau de Millevaches, c'est sympathique. Savoir accueillir c'est bien.

Savoir recevoir c'est mieux !

En s'intéressant dans ce numéro à l'accueil, IPNS s'associe aux démarches multiples, associatives ou institutionnelles, qui tentent d'attirer de nouveaux habitants sur notre territoire. Pour cela, nous avons adopté divers angles de vue qui se complètent.

L'accueil est un pari qui n'est pas gagné d'avance. Ni pour ceux qui arrivent, ni pour nous, qui, pourtant, aimerions voir plus d'habitants choisir de vivre sur le plateau. Les petits drapeaux multicolores ne suffisent pas : il nous faut, chacun où nous sommes, être acteurs de l'accueil !

Chiffres en main

L'accueil n'est pas qu'un slogan : c'est aussi une réalité de plus en plus forte sur le plateau, comme en témoigne quelques données chiffrées plus ou moins méconnues.

Sur les 121 communes du syndicat mixte, de 1990 à 1999, la population a baissé de 2 776 habitants. Une baisse due à la diminution du solde naturel (total des naissances moins total des décès) de 4 395 personnes. Par contre le solde migratoire (personnes quittant le plateau moins personnes arrivant sur le plateau) est positif avec + 1 619 habitants.

Ce solde migratoire représente une moyenne de + 180 par an. Or ce chiffre est en amélioration constante puisque sur la période 1982/1990 il n'était que de + 100.

Une étude de 1992 sur cinq cantons du plateau (Eymoutiers, Bugeat, Sornac, Royère de Vassivière et Gentioux-Pigerolles) montrait déjà cette évolution puisque ces cinq cantons avaient déjà un solde migratoire positif de + 200 sur la période 1982/1990, alors qu'il n'était que de + 50 sur la période 1975/1982.

Source : "Plateau de Millevaches : les migrations 1982-1990", INSEE, ARD, Association Les Plateaux Limousins - novembre 1992

30% de la population du Millevaches n'habitait pas sur le plateau il y a 10 ans

Le solde migratoire est positif dans 81 communes (67% de la zone) et négatif dans 38 autres (23%). Les communes au solde migratoire négatif sont surtout des petites communes (31 sur les 38 ont moins de 500 habitants).

Ces nouveaux arrivants, appelés "migrants" par l'INSEE, sont les personnes dont la commune de résidence au 1er janvier 1990 était différente de la commune de résidence au recensement de 1999.

Dans 16 communes, la population s'est très peu renouvelée puisque la part des migrants est inférieure à 20% (il s'agit exclusivement de petites communes ayant moins de 200 habitants).

A l'opposé, dans 10 communes, la part des migrants dans la population est supérieure à 40% (En Corrèze : Chavanac, Meyrignac l'Eglise, Combressol, Ambrugeat, St Sulpice les Bois, St Pardoux le Vieux ; en Creuse : St Oradoux de Chirouze, St Marc à Loubaud et Gentioux-Pigerolles ; en Haute-Vienne : Surdoux).

Source : OPSIS, études urbaines et rurales/Syndicat mixte de Millevaches ("Etude préalable à une OPAH sur le territoire de Millevaches", 2003)

Pourquoi nous voulons venir en Limousin

Etienne est architecte. Il a 36 ans. Agnès est psychomotricienne. Ils ont trois enfants de 5 à 10 ans. Ils habitent Mulhouse et souhaitent venir vivre en Limousin : "Nous ne sommes pas à la recherche de ruralité dans le sens "exotique", mais tout simplement d'un lieu où nous pourrions réaliser le projet qui sera pour nous le plus source de vie et d'épanouissement". Ils ont pour objectif de créer un gîte d'enfants et d'accueil de familles, tout en exerçant toujours leurs métiers respectifs. Ils expliquent ici ce qui les attire vers le plateau.

Lyrique

C'est peut-être un pied de nez à une société polluée par sa surconsommation, allez savoir ! Ou une passion qui dure, un désir de réaliser ses rêves.

Pourquoi donc Brel a-t-il quitté son confort parisien pour partir vivre aux Marquises ?

En attendant, les idées voyagent entre le plateau de Millevaches et Mulhouse...

Le désir de vivre autrement dans un esprit d'ouverture et d'accueil, de créer un gîte d'enfants et une structure d'accueil pour familles, de rejoindre une centrale d'achat bio direct du producteur au consommateur ; de trouver une manière rurale de vivre qui refuse de gaspiller les ressources naturelles, de breveter le vivant, de subventionner l'agriculture intensive, qui refuse encore le pillage systématique de la terre.

Ce qui nous plaît en Limousin et plus particulièrement sur le plateau, ce sont toutes ces initiatives et cette vitalité dont nous avons eu connaissance par divers biais :

Terre à terre sur France Culture le samedi matin, Village magazine, le journal du Conseil Régional, etc...

Et puis... on a envie de se planter, voilà tout ! S'installer ici, parce que c'est une région que l'on aime, où poussent

bien les artistes et les résistants. On a envie tranquillement de regarder nos enfants grandir, en harmonie avec la nature, libres... De regarder la terre glaiseuse, le ciel immense et savoir que l'on est de ce pays puisqu'on l'a choisi.

Mythique

J'ai un gros mythe. Evidemment que ce n'est pas ce que j'avais demandé au génie de la lampe, qu'est-ce que vous croyez ? N'empêche, maintenant il faut que je fasse avec. Depuis toutes ces années, on a fini par s'approprier et même par s'aimer. Il me dit : "Auvergne, Creuse, Corrèze, Limousin... Par là, entre volcans, montagnes et résistance, c'est là qu'elle est ta vie, c'est là que tu vas la construire". J'ai pourtant bien essayé de m'en défaire de ce mythe. Je l'ai tourné en dérision et j'avais même presque oublié son existence. Et puis le 21 avril 2002, v'là-t-y pas qu'y réap-

paraît ! Y m'dit : "Non mais t'as vu dans quelle région tu crèches ? 30% de votes pour le gros méchant, tu vas supporter ça encore longtemps ?

Quand est-ce que tu fais tes valises ?" Y r'vient ces mauvais jours de mars 2003 où ma fille, sept ans, rentre de l'école terrorisée : Qu'as tu appris à l'école ma fille aujourd'hui ?

Ben la maîtresse elle nous a montré tout ce qu'il faut faire quand il y aura une explosion ou une attaque terroriste à l'usine "Séveso" à côté de l'école...

Ah... Et qu'as tu appris à l'école ?

Ben aujourd'hui on

a appris ce qu'il faudra faire en cas de tremblement de terre...

Ah... Et... Et qu'as tu appris ?

On a parlé de la pédophilie et des disparitions d'enfants.

Ah... Et... Et... Qu'as-tu... ?

Si il y a un avion qui bombarde l'école Maman, on l'a pas appris ça, qu'est-ce qu'il faut faire ?

Sans commentaire, mais véridique.

ETIENNE ET AGNÈS CHAUVIN



Illustration : MICHEL BERNARD

QUAND UNE REGION FAIT DE L'ACCUEIL UNE PRIORITE

La politique d'accueil du Limousin

Le choix du Limousin de parier sur l'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités se veut réponse et remède à un mal qui, depuis des décennies, mine notre région : le déclin démographique et ses conséquences.

Réponse incontournable, dans la mesure où, victime d'un exode massif et d'un vieillissement de sa population, le Limousin glisse inexorablement sur la pente de la dépopulation et n'est tout simplement plus en mesure, de ce fait, de compter sur ses seules propres forces pour contrecarrer les corollaires de ce déclin. En somme, il s'agit de parier, en même temps que sur les ressources humaines locales, sur des res-

sources humaines extérieures, venant combler le vide créé par l'histoire.

Réponse circonstanciée, également, dans la mesure où elle s'inscrit en cohérence avec des mouvements profonds qui animent la société française contemporaine.

Longtemps "pompe aspirante" des campagnes, les grandes villes se voient en effet de plus en plus critiquées pour les conditions

**Aujourd'hui, ce sont
environ 10 000
personnes qui arri-
vent chaque année
dans la région**

de vie qu'elles offrent, jusqu'à engendrer une forme de répulsion dont bénéficient, par contrecoup, des régions rurales et peu denses comme le Limousin.

Favorisé par le développement des transports et l'évolution des communications, ce phénomène se traduit de manière nette dans les statistiques : le Limousin s'avère gagnant au "jeu" de la migration depuis les années 1970. Aujourd'hui, ce sont environ 10 000 personnes qui arrivent chaque année dans la région, contre 8 500 qui en partent. Quant aux français, ils sont 44 % à déclarer vouloir vivre à la campagne dans les 10 prochaines années, selon un sondage IFOP datant de 2001.

Une stratégie globale d'accueil

Forte de ces constats, la Région Limousin s'est engagée politiquement en 1999 avec la création de la Direction de l'Accueil et de la Promotion et le lancement concomitant d'une politique migratoire, et plus particulièrement d'une politique d'accueil.

Visant explicitement à amplifier les flux d'arrivées constatés, celle-ci a pour ambition de faciliter la prospection, l'installation et l'intégration de nouveaux habitants et de nouvelles activités.

Elle s'articule autour de cinq axes majeurs :

1. Connaître le phénomène migratoire, les profils et besoins des migrants afin d'adapter les outils et moyens de la politique d'accueil,
2. Informer-sensibiliser la population et ses représentants à l'enjeu de l'accueil,
3. Construire un véritable service d'accueil au profit des migrants, prenant en compte projet de vie et projet professionnel, depuis la phase "amont" de l'idée jusqu'à l'installation,
4. Favoriser l'émergence de territoires de proximité (pays, regroupements intercommunaux ...) mobilisés et structurés, en mesure de proposer une véritable offre d'accueil articulant offres d'activités, de logements, offres de services à la population et dispositif d'appui aux nouveaux arrivants,
5. Promouvoir l'offre d'accueil du Limousin, que ce soit à travers l'organisation de manifestations telles "Projets en Campagne" ou l'établissement d'un partenariat avec la chaîne de télévision Demain, permettant de diffuser reportages sur les initiatives locales en faveur de l'accueil ou présentations de commerces ou entreprises artisanales à reprendre.

Favoriser l'émergence de territoires outillés, disposant d'une offre d'accueil

La chaîne de l'installation, qui part des régions périphériques au Limousin ou de l'Île de France pour arriver jusqu'au bourg, au village, en passant, éventuellement, par le service Accueil du Conseil régional, reste à ce jour incomplète ou, à tout le moins, présente des maillons insuffisamment consolidés.

Cette situation est d'autant plus préjudiciable que la politique d'accueil est une politique faite d'emboîtements successifs, où chaque échelon tient, dans une partition collective, un rôle plus particulier. A la Région Limousin, plutôt la communication vers l'extérieur, la conception et le développement d'outils structurants, la diffusion et la mutualisation de bonnes pratiques ; au local (pays et intercommunalités) l'identification et la qualification des offres d'activités (reprises d'entreprises, richesses locales à valoriser, etc.), des offres de logement ; au micro-local (communes) l'appui à l'intégration du nouvel arrivant.

En l'occurrence, les missions relevant du niveau local, qui supposent la mise en synergie de nombreux partenaires (chambres consulaires, associations, collectivités locales, ...), sont actuellement insuffisamment remplies faute de temps, de savoir-faire, voire faute d'un volontarisme politique suffisant.

Si la politique régionale d'accueil ne peut répondre à chacun de ces obstacles, elle tente toutefois, par la mise en œuvre des "pôles locaux d'accueil", de remédier au manque constaté de moyens d'animation et d'action et à ses conséquences.

Accompagner les candidats à l'installation : prendre en compte projet de vie et projet professionnel

A l'instar des territoires, le public qui manifeste aujourd'hui l'intention de s'installer à la campagne présente fréquemment un certain nombre de fragilités :

- méconnaissance des caractéristiques et du mode de vie rural
- idéalisation de la vie à la campagne
- projets complexes, à la croisée de plusieurs domaines (librairie-salon de thé-galerie d'art, petites installations agricoles en diversification avec pluriactivité, ...), difficiles à appréhender avec les outils classiques d'aide à la création d'activité ...

Lorsqu'on sait l'importance de ce public pour des territoires ruraux partiellement anémiés, l'enjeu réside donc dans la capacité à l'épauler, lui mettre le pied à l'étrier pour convertir ce qui, souvent, se révèle une fuite, un rejet d'une situation vécue en un véritable projet d'installation.

Pas de recette miracle en la matière, si ce n'est l'écoute, la rencontre, la formation. Pas d'outils miracles non plus, mais des pistes intéressantes comme l'appui apporté localement par des acteurs associatifs du plateau de Millevaches ou comme la "session de regroupement" organisée conjointement, en 2002, par le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin et le Pays d'ouest limousin avec l'appui du service Accueil du Conseil Régional.

Faire de la place sur le plan résidentiel, faire de la place sur le plan professionnel, épauler des porteurs d'idées ou de projet dans un parcours allant du désir à l'installation effective, tels sont donc les termes de la difficile équation de l'accueil que la Région Limousin, avec ses partenaires, doit s'efforcer de résoudre.

Faire de la place dans les têtes, pourrait-on ajouter en guise de conclusion. Car il n'est d'accueil possible que dans un territoire ouvert, acceptant de partager son espace, prêt, tout en se laissant influencer par "l'étranger", à lui offrir une part de soi. Prêt, en somme, à intégrer. Question de confiance en soi, probablement ; question éminemment politique, en tous cas.

STEPHANE GRASSER

Stéphane Grasser est responsable du service Accueil de la Région Limousin.

La communauté de communes de Bourgneuf-Royère de Vassivière a mené un travail en commun avec la communauté de communes voisine de la CIATE pour la mise en place d'un pôle local d'accueil afin de créer les conditions favorables à l'installation sur le territoire. David Giraud témoigne : «la qualité du cadre de vie incite de nombreuses personnes à quitter leur mode de vie actuel et à venir s'installer dans les environs, y compris dans la perspective d'un projet professionnel. Il s'agit donc de leur permettre de réaliser leur projet de vie et leur projet professionnel en leur fournissant une information centralisée en une structure unique. L'accueil est donc une thématique transversale aux différentes compétences de la communauté de communes et essentielle dans une perspective de développement socio-économique du territoire communautaire. Même si beaucoup de projets ne sont que dans leur phase d'étude, ils se veulent porteurs d'un dynamisme certain, qui contraste avec le phénomène de dévitalisation qui qualifie souvent l'espace rural».

SAVEURS BUISSONNIERES

Dans le cadre des nouvelles installations sur le Plateau de Millevaches, nous découvrons dans ce numéro d'IPNS, Agnès et Dominique Diss qui se sont établis à Royère de Vassivière pour ouvrir un restaurant dans le village des Bordes.

Jeune couple bien sous tout rapport

Agnès et Dominique Diss n'en font pas un fromage, mais ils se sont rencontrés en Gruyère. Vous avez un trou ? Il s'agit de la charmante vallée suisse du canton de Fribourg. Nos amis, nouveaux arrivants du Plateau de Millevaches n'en sont pas pour autant helvètes. Agnès est originaire de Bretagne et Dominique d'Alsace. Dans son genre, Agnès est une Crach, petite commune du Morbihan à une dizaine de kilomètres des alignements mégalithiques de Carnac et du Golfe du Morbihan. Dominique, lui, importe son léger accent alsacien du Haut-Rhin. Cet homme là s'est beaucoup déplacé au cours de son apprentissage de cuisinier. Il a fréquenté entre autres lieux : Paris, la Suisse et la Loire-Atlantique. Agnès aussi a connu la mobilité dans ses emplois : le transport, l'import-export et le métier de serveuse. Mais c'est au pays de Guillaume Tell que ces deux là ont croqué la pomme. Ils se sont rencontrés dans un restaurant de plantes aromatiques sauvages où ils travaillaient tous deux et y ont décidé de pimenter leur vie.

De l'Atlantique à Vassivière

A la suite d'une recherche pour monter un restaurant en Loire-Atlantique, ils sont arrivés l'année dernière pour concrétiser leur projet sur la commune de Royère de Vassivière. Entre-temps une annonce dans le mensuel "Village", pour la reprise d'un restaurant sur le Plateau de Millevaches, avait attiré leur attention. Avec les genêts et le granit, Agnès trouve ici des résonances avec son pays breton. Dominique quant à lui, ressent une adéquation entre sa cuisine et la nature environnante. Bref, si Agnès aime la Bretagne et Dominique les Vosges, le Plateau de Millevaches semble les satisfaire pleinement. Si la vie ici est présumée âpre et rigoureuse, si la froideur du premier hiver passé par ce jeune couple a vérifié cette

impression, de nombreux contacts avec les habitants et un bon accueil du voisinage ont constitué une agréable surprise apte à réchauffer la maison. Dans la terre froide et pauvre qu'ils s'attendaient à trouver et qu'ils ont effectivement rencontrée, ils ont découvert une pépite : des femmes et des hommes accueillants. Ils en parlent comme un "plus", en quelque sorte le "bonus" à leur installation.



Notre couple a débroussaillé, peint, mais aussi, décapé et rénové la salle où 20 couverts sont servis. Pour cela l'aide

spontanée des gens alentours leur a été à la fois précieuse dans l'avancée de leur projet et revigorante pour le mental. "Naturellement, nous nous étions dit que ce serait nos amis qui viendraient nous donner le coup de main; et les gens d'ici sont venus en nombre nous aider" Côté institutionnel, Agnès et Dominique, dans un élan de satisfaction saluent leurs bonnes relations avec la commune, la Chambre de Commerce et la Direction des Services Vétérinaires. Ils ont déposé un dossier pour bénéficier d'une aide sur le budget du programme européen "Leader +". Enfin, ils devraient bénéficier d'une aide de la Région Limousin qui offre une prime au déménagement de 3000 Euros pour ceux qui s'installent et créent une entreprise.

Non pas Troisgros mais Diss

Dominique est cuisinier, il a oeuvré au sein de grands restaurants, travaillé avec de grands chefs. S'il est discret sur le sujet, il ne serait pas étonnant que certains fussent étoilés ou au niveau de l'être. Au-delà de ces supputations, une certitude, Dominique propose une cuisine simple et naturelle. C'est peut-être d'avoir côtoyé de grandes toques où restauration peut devenir le prétexte à un challenge permanent illimité, bien au delà des préoccupations culinaires, que Dominique s'oriente résolument vers la simplicité, ce qui n'exclut d'ailleurs aucunement la belle ouvrage. Avec du pain fabriqué maison, des plantes aromatiques cultivées sur place pour agrémenter leurs plats, ils mériteront sans nul doute leur nom : "Saveurs buissonnières".

RÉSERVEZ VOS PAPILLES, OUVERT DEPUIS JUIN AU VILLAGE DES BORDES SUR LA COMMUNE DE ROYÈRE DE VASSIVIÈRE.

REMY CHOLAT

Oser la vie en Massif Central

Ils sont treize, habités par une idée de création d'activité à s'être engagés dans une formation-accompagnement proposée par le réseau CIVAM du Massif central. Récit d'une aventure collective

C'est en janvier qu'a lieu à Clermont Ferrand la première rencontre. Ils sont une dizaine à s'être déplacés du Limousin, de l'Aveyron, du Gard, de Paris, d'Alsace ou d'Auvergne. Ils ont une envie de faire en rural, une idée de projet, plus ou moins précise, plus ou moins concrète. Quelques uns savent où faire, d'autres ont des préférences, certains imaginent. Ils ont tous commencé des investigations diverses, regardé des annonces, ouvert internet (puisque'il est dit qu'on y trouve tout !), poussé des portes de chambres consulaires, d'administrations ou d'associations et ont souvent été confrontés à la difficulté de communiquer sur le projet à ce stade de la réflexion. Ils sont sept animateurs CIVAM, d'Auvergne, du Limousin, d'Aveyron, à leur proposer de les accompagner dans cette phase au cours de laquelle l'idée devient projet. Deux temps différents sont prévus. Un temps de formation-regroupement organisé en sessions de trois jours, au cours des mois de février, mars, avril, mai, centrés sur la méthodologie de projet, le développement personnel et le diagnostic de territoire, prenant appui systématiquement sur les idées de chacun, aboutissant à une présentation du projet devant des élus, des financiers ou des agents de développement au mois de septembre. Vient ensuite une session "à la carte" que chacun se

choisit en fonction de ses besoins. Dans ce temps d'accompagnement individuel chaque "stagiaire" a un référent pour le suivre tout au long de la construction de son projet, jusqu'au delà des sessions de formation. L'idée, soutenue par la DATAR dont l'objectif est de faire se rencontrer territoires d'accueil et porteurs de projets, est bien d'accompagner dans ce moment délicat où tout est imprécis, "J'ai une idée, mais je ne sais pas...si...".

C'est en définitive treize personnes qui se sont engagées. Chacune des sessions a eu lieu sur un territoire différent : La vallée de l'Ance en Haute Loire, le Ségala dans le Lot, la communauté de communes de Tulle, la communauté de commune du Plateau de Gentioux sur le plateau de Millevaches. Changer de territoire a imposé des contraintes fortes de déplacement et d'organisation, mais cela a évité de "prendre des habitudes", a conduit à multiplier les rencontres, à écouter des discours, chaque fois différents, à "voir des territoires qui se mobilisent", à prendre l'habitude de parler de son projet et de la formation-accompagnement. Espacer les sessions a "permis de se donner des étapes, du temps pour réfléchir sur son projet", et aussi du temps pour adapter au mieux les contenus à l'évolution des projets. Les temps collectifs ont toujours été riches en échanges "on travaille sur les projets des autres, et on prend en même temps le recul pour soi", "tout ce qu'on aborde pour l'un sert à tous". L'éloignement du cadre quotidien "permet de ne penser qu'à son projet".

L'accompagnement individuel, s'il n'a pas toujours été facile en raison des distances, a été l'occasion de retours sur les projets par un regard plus extérieur que celui auquel est souvent confronté le porteur d'idées. Pour les animateurs, tout ce temps

a été riche en découverte de projets, d'évolution, de rencontre et d'échange avec l'autre, de connaissance des territoires dans leur diversité.

La formation se poursuit encore quelques temps, certains sont prêts pour la réalisation, d'autres construisent encore. Tous sont convaincus de l'importance de ce temps initial de réflexion, où chacun définit son projet et se nourrit de l'expérience des autres et des territoires. Tous sont convaincus qu'il faut aussi réfléchir l'installation dans toutes ses dimensions : "créer son activité, c'est également bouger dans sa vie. On a rencontré beaucoup de monde sur les territoires, et l'accueil quand on arrive est essentiel".

Les CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) sont des associations fédérées au niveau national et régional, issues du mouvement d'éducation populaire dans les années cinquante. Le réseau est fortement mobilisé autour de la volonté de promouvoir un réel développement durable, en insistant particulièrement sur la dimension sociale trop souvent occultée. Les projets soutenus sont très variés et liés aux territoires sur lesquels ils naissent, mais ils sont marqués par la volonté de recherche d'autonomie des acteurs dans la prise de décision, et la recherche d'alternatives à un modèle dominant aux effets souvent dévastateurs.

MARIE LAURE PETIT

Implantés en Limousin, vous pouvez contacter les CIVAM : M.L. Petit et O. Stefanini pour plus d'infos au 05 55 26 07 99

BIENVENUE!

Des fleurs à l'entrée d'un village, d'une ville, n'est-ce pas le premier signe d'accueil qui nous incite à faire une halte et à flâner dans ce lieu, aller à sa découverte.

Utopie direz-vous ?

La Région Limousin a lancé il y a quelques années son slogan "Limousin terre d'accueil". Vaste programme puisqu'il s'agit d'attirer vers nos contrées des artisans, des commerçants, de nouvelles industries et différentes entreprises liées au tourisme. Le retour ou la venue de jeunes retraités donnera du dynamisme à notre Limousin. A entendre certains médias beaucoup de citadins voudraient vivre à la campagne. Mais le travail, point capital et source de revenus, n'est pas toujours au rendez-vous. Il nous faut donc retrousser nos manches, faire preuve d'imagination, valoriser nos réels atouts régionaux chacun à sa mesure, si modeste soit elle.

Le courant du tourisme vert est une amorce pour une offre de territoire, avec la redécouverte du calme, d'une nature authentique et généreuse, le désir de retrouver des nuits noires étoilées, loin des lumières de la ville. A pied, à cheval, à vélo, la vogue des randonnées se multiplie. Elles sont une incitation pour les communes à s'investir dans la remise en état des sentiers ombragés, dans la restauration du patrimoine local. Elles participent à l'accueil du touriste, au plaisir du visiteur. Des associations ont su mettre à profit ce désir de parcourir la campagne pour organiser de animations conviviales. A Peyrat le Château ces randonnées sont devenues tout au long de l'année un lieu de rencontre et de partage amical. Chacun peut y participer au rythme de son avancée en âge. A l'occasion des périodes de vacances le groupe de randonneurs s'élargit aux touristes de passage ou en villégiature.



L'accueil est ouvert le lundi de 9h15 à 10h30, le mardi de 10h15 à 11h15, le jeudi de 15h à 16h et le vendredi de 11h à midi.

L'AMABILITE AU SERVICE DE L'USAGER

Les mots et les signes de l'accueil ne sont pas toujours perceptibles dans les arcanes de notre système administratif. Son approche est toujours plus redoutable pour l'étranger que pour l'autochtone. Toutefois on perçoit ici ou là que des consignes ont été données pour que les démarches soient plus aisées, ou plus affables entre l'administré et le guichetier. Il y a encore beaucoup à faire, mais peu à peu les mentalités changent face aux vulnérabilités des uns, aux fragilités des autres. Au cours d'une récente émission de la télévision, un fonctionnaire expliquait au journaliste qui l'interrogeait "on ne peut pas faire ce travail, si on n'aime pas les gens". Tout n'est pas possible mais risquer un regard, un sourire, proposer un soutien et s'acharner à trouver une solution au problème exposé n'est ce pas à la portée de toute femme, de tout homme, même en situation d'autorité ? Aujourd'hui avec les habitudes de mobilité beaucoup de nos concitoyens sont amenés à faire l'expérience d'un changement de domicile, soit pour une mutation professionnelle ou par choix personnel. Quelque soit la motivation, c'est toujours avec une certaine appréhension que l'on traverse cette étape : il y a les ruptures d'amitié, la perte des repères habituels, un nouvel environnement à apprivoiser. Face à cette nécessité, l'association Familles Rurales a pris l'initiative de créer un groupe d'accueil formé de quelques peyratois. Le groupe n'a pas d'autre but que de souhaiter la bienvenue à tout nouvel arrivant pour qu'il se sente bien accueilli

dans notre petite bourgade. Une modeste brochure lui est alors remise pour l'informer des différents services qui sont à la disposition de tous sur le territoire de la commune. Tous les renseignements pratiques et administratifs y sont répertoriés pour lui permettre de s'approprier toute la diversité de notre patrimoine communal.

Depuis la naissance de ce groupe d'accueil, au début de chaque année, le Maire, l'Office de tourisme et les représentants des associations invitent tous les nouveaux arrivants à se rassembler autour d'un pot de l'amitié. Ils ont ainsi l'occasion de découvrir toutes les facettes de notre vie communale. Voilà un bon moyen de faire des connaissances, de nouer des liens d'amitié. Après, chacun selon ses désirs et ses choix pourra participer à l'une ou l'autre des associations peyratoises. Et pourquoi ne pas donner un peu de son temps et de ses compétences au service de l'une ou l'autre ? Pour les peyratois de souche, le pot d'accueil de 2003 a été la surprise. Ils ont mesuré combien l'arrivée de nouveaux commerçants a remodelé le cœur du bourg, ils sont jeunes et apportent de la nouveauté. Par la qualité de leurs services ils nous épargnent le gaspillage de la surconsommation du caddie dans les grandes surfaces environnantes. L'accueil est à la portée de tous, il doit être l'affaire de tous les acteurs de la vie locale et de chaque habitant. Il est alors simple et chaleureux, plein de spontanéité et d'amitié. Il suffit d'un sourire, d'un bonjour, d'une attention au nouveau venu pour que ces gestes deviennent signes de reconnaissance et d'intégration. Par nature, l'homme n'est pas appelé à vivre en solitaire. C'est dans la relation qu'il trouve l'épanouissement de sa quête de bonheur.

MARIE-HÉLÈSE GUEGUEN

Il fait bon vivre à Peyrat

C'est en zappant sur les informations de la chaîne Demain que, de leur campagne champenoise Patrick et Dorothee sont arrivés en Limousin, avec le souhait de vivre à la campagne. D'abord dans les Monts d'Ambazac où, avec le soutien de la Chambre de Commerce et du Conseil régional, ils ont réfléchi à d'un premier projet de commerce, mais les comptes n'y étaient pas. «C'était le mois de juin. L'été arrivait et toujours rien ; on commençait à avoir le bourdon. Une nouvelle fois c'est l'opportunité de la Chaîne Demain qui nous a présenté le magasin d'alimentation générale à Peyrat. Toujours avec les mêmes appuis, l'étude de faisabilité se révélait compatible avec les moyens dont on disposait. Il n'était que temps. Puisqu'on démarrait en juillet en pleine saison estivale.

L'enseigne Proxi est attractive. Peyratois et touristes viennent nombreux. Mais on ne connaissait personne. Il n'est pas facile de prendre ses repères pour distinguer le client de passage du peyratois sédentaire à fidéliser. Juillet-août est une période chargée ; tout le monde est bousculé, aucun édile communal ou responsable associatif n'a trouvé le temps de venir nous accueillir. Mais au fil de la saison, les peyratois nous ont vite adoptés. Après le coup de feu de l'été on a trouvé le temps de prendre nos marques. La fidélité de la clientèle peyratoise s'est confirmée. A la période des vœux de nouvel an, on a bien apprécié le pot d'accueil des nouveaux arrivants offert par la mairie, l'office de tourisme et les associations locales. Notre intégration dans la vie peyratoise s'opère très naturellement, parce que nous avons été acceptés tels que nous sommes. Et nous apprécions aussi toutes les structures d'accueil culturelles ou de loisirs qu'offre la commune. Avec notre enfant nous prenons la mesure de toute sa diversité».

Depuis bon nombre d'années un accueil informel de porteurs de projets existe sur la montagne limousine. Partant de cette pratique, des associations et entreprises travaillent ensemble

depuis 2 ans et ont fait le choix d'organiser un accueil basé sur l'échange, l'entraide et la proximité.

Elles mutualisent leurs compétences afin de rendre l'accueil plus humain, en lien avec le terrain, et au plus proche des besoins des nouveaux arrivants.

«Nous travaillons en amont et en aval sur l'installation des porteurs de projets en étroite collaboration avec les compétences des partenaires et les forces vives du pays. Nous proposons des rencontres autour des projets d'installation, une mise en relation avec les habitants et les acteurs du territoire et des visites de pro-

jets existants. Nous mettons à disposition des possibilités d'hébergements pour la période de pré-installation, un site pour s'expérimenter et quatre lieux relais (matériel informatique et informations sur l'installation disponibles)».

Cette dynamique est portée par VASI jeunes à Vidallat, les Plateaux Limousins à Royère de Vassivière, Ambiance Bois à Faux La Montagne, le GAEC Champs Libres et Contrechamps à St Julien le Petit, le

MRJC Limousin à Limoges et Solidarité Millevaliches à Peyrelevade.

Contact avec le réseau d'accueil tél : 05 55 64 94 62 email accueillonsnous@voila.fr

STÉPHANE LAMONTAGNE

Un réseau d'accueil ; des citoyens qui se mobilisent !!!

ET SI DEMAIN ...

Depuis des lustres les scouts de toutes espèces viennent nombreux en Limousin. La nature leur offre mille et une possibilités d'activités de plein air pour favoriser l'éducation à l'autonomie et à la responsabilité. Autour de Peyrat plus de 200 jeunes viendront cet été de toute la France.

Leur accueil est lié à l'activité d'un foyer relais, ancien du mouvement scout, où arrivent les demandes des groupes eux-mêmes, et toutes celles qui transitent par la mairie ou l'office de tourisme. Une aubaine et une coordination nécessaire pour aider à la constitution des dossiers administratifs de plus en plus épais et abscons.

Ils sont accueillis sur des terrains prêtés par la commune ou par des agriculteurs. Là où ils peuvent trouver l'eau et le bois, et en proximité du bourg avec tous ses services. Ils reviennent souvent étonnés de la confiance qui leur est faite chez les commerçants.

Un accueil ponctuel leur est offert par de nombreux professionnels : éleveurs, forestiers, artisans ou simples résidents ; ils permettent à ces jeunes citadins de découvrir la diversité des activités exercées dans l'espace rural et combien méconnues. En guise de remerciement les scouts accomplissent des actions de services qui leur sont proposées : restauration de fontaines, nettoyage de l'église, entretien de chemins, ou même des plantations d'arbres.

Tous ces groupes apprécient l'accueil qu'ils reçoivent, mais aussi les échanges avec les habitants qui les hébergent pour une nuit à l'occasion de leurs RED (Randonnée, Exploration, Découverte). Tant et si bien que de cinq en dix ans, on retrouve parmi l'encadrement de ces groupes, des adultes et des ménages qui ont gardé la trace des joies vécues et mémorisées au cours des camps de leur adolescence en Limousin. Ils reviennent pour faire partager aux plus jeunes cet apprentissage de la vie commune dans l'amitié et la solidarité forgées au contact de la nature. Et si demain dans ce vivier certains pouvaient planter leur tente définitivement en Limousin?

MICHEL GUEGUEN

Un bref retour en arrière

Dans les années 80, naît l'association Tom Pousse à Faux-la-Montagne. Au départ, préparations à l'accouchement puis rencontres parents/enfants... des activités qui se mettent en place dans la suite logique des besoins.

Fin des années 90, Tom Pousse propose pour les enfants de 0 à 6 ans des activités artistiques d'éveil, des spectacles, et toujours des rencontres parents/enfants.

En septembre 98, ce sont une quinzaine de familles qui se retrouvent tous les mardis matins pour discuter, faire connaissance... les enfants jouent, s'essaient, ambiance étonnamment vivante pour ce petit village de 400 habitants du Plateau de Millevaches. L'idée de mettre en place une structure de garde trotte dans les têtes. C'est vrai que c'est sympa de se retrouver mais on aurait besoin de temps en temps de laisser nos enfants et partir pour diverses activités... ça se fait de façon informelle, mais rien d'organisé. A l'époque, il y a seulement une assistante maternelle agréée dans la commune, et les grands-parents sont pour la plupart loin.

Pendant 2 ans, un groupe de parents va se retrouver pour écrire le projet, imaginer l'aménagement, visiter différentes structures, rechercher des financements, demander des devis... et mettre la main à la pâte pour les travaux et l'aménagement. La mairie a été partie prenante du projet dès le début en mettant à disposition les agents communaux pour l'agrandissement des locaux, en signant le contrat enfance. Tous les partenaires financiers sollicités ont répondu présents (CAF, Conseil Général, Communauté de communes, DDASS, UDAF, Caisse d'épargne, communes, MSA)

Une organisation parentale

Fin août 2000, la PMI a donné son accord pour l'ouverture d'une halte garderie parentale pouvant accueillir jusqu'à 9 enfants de 3 mois à 4 ans. Une dérogation nous est accordée par la PMI pour embaucher une assistante maternelle agréée moyennant la présence d'un adulte pour 3 enfants.

Dès le début, nous avons fonctionné sur un mode parental : pour chaque période d'ouverture étaient présents la personne salariée et un ou deux parent(s) pour accueillir les enfants. Ce type de fonctionnement a duré 2 ans, chaque famille s'engageant à une présence de 2 demi-journées par mois.



Le budget

La plupart des partenaires nous ont accordé des subventions pour l'investissement ou pour le fonctionnement de l'année de démarrage.

En faisant beaucoup d'aménagements intérieurs et de décorations nous-mêmes, en sollicitant des chantiers de jeunes pour l'aménagement extérieur, nous avons aujourd'hui un lieu d'accueil adapté et agréable. Cependant, malgré les subventions accordées par la CAF, malgré la mise à disposition gratuite des locaux et la prise en charge des frais EDF par la mairie, nous avons peu de marge de manœuvre.

Heureusement un concours de circonstances nous a permis d'embaucher une personne dont la situation nous permettait de bénéficier d'un CEC pris en charge à 80 % par l'Etat.

Pour qu'une organisation comme la nôtre, basée en grande partie sur le bénévolat, puisse durer, il est important d'avoir une relative marge de manœuvre financière, qui permette une certaine souplesse. Ainsi, quand la demande d'accueil a été plus importante, au lieu de solliciter les parents, nous avons embauché une deuxième personne à raison de deux demi-journées par semaine.

En septembre 2002 (3ème année d'ouverture), grosses questions concernant le budget de fonctionnement... Une subvention du FSE (droits des femmes et délégation à la ville), sur laquelle nous comptions, ne nous a pas été accordée.

Cependant des familles attendaient l'ouverture de la halte-garderie. Que faire ? Nous décidons avec l'équipe de parents de continuer bénévolement avec la perspective d'une demande de subvention au syndicat mixte (par le biais de LEADER+) pour décembre. Deux personnes bénévoles et une personne salariée (pendant un jour et demi) assurent l'ouverture de la halte pendant trois jours. Les parents s'engagent alors à tenir trois permanences par mois au lieu de deux.

La PMI nous accorde l'agrément pour l'ouverture seulement si une personne, dont la formation est légalement autorisée, est responsable. Une des bénévoles, infirmière, devient responsable.

En décembre, le syndicat mixte n'est pas en mesure d'étudier notre dossier.

Nous décidons de mobiliser tous les fonds de l'association pour salarier une personne pendant trois jours et une autre pendant un jour et demi jusqu'en juin... avec la perspective de fermer la halte-garderie en juillet 2003 si nous ne réussissons pas à réunir l'argent nécessaire d'ici là.

La CAF continue à nous soutenir techniquement et financièrement et la volonté d'ouvrir le contrat enfance à la Communauté de communes ouvre des perspectives tant au niveau des projets que des financements.

L'avenir de la halte-garderie est néanmoins suspendue au soutien des collectivités (Communauté de communes du Plateau de Gentioux et Syndicat Mixte de Millevaches entre autres) et à leur volonté de favoriser des initiatives comme celle-ci. Peut-être y arriverons-nous : une telle structure n'est-elle pas un atout considérable pour un territoire qui dit vouloir accueillir de nouveaux et jeunes habitants ?

L'équipe d'adultes

Une équipe de personnes ayant des fonctions, des statuts différents, qui s'autogère... ce n'est pas une mince affaire.

Pendant la première année, nous avons navigué à vue. Tâtonner pendant un an, sans professionnel de la petite enfance ou de la relation, sans aucune expérience dans ce domaine... ça a été dur.

Pour la deuxième année, nous avons mis des moments en place pour que se vive au mieux cette collaboration parents/professionnels, bénévoles/salariés.

Chaque mois, une professionnelle de l'écoute (psychologue clinicienne qui intervient déjà dans le cadre de la formation professionnelle des éducateurs de jeunes enfants et des assistantes maternelles) anime une réunion de coordination, de régulation, gère un

POUR QUE TOM POUSSE, LES PARENTS GARDENT

espace de parole. De plus, le travail avec une personne formée (éducatrice de jeunes enfants) nous permet petit à petit de prendre du recul que nous n'avions pas, que nous n'avions plus.

Pour que la fonction éducative soit portée par chacun des membres de l'équipe, nous veillons à participer ou à mettre en place des formations s'adressant aussi bien aux parents qu'aux professionnels (éveil culturel avec l'Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels-ACEPP, chants pour les tout-petits avec Enfance et Musique)

Quelques questions pour demain...

Au départ, la halte-garderie n'accueillait que des enfants de Faux-la-Montagne. Etant donné le baby-boom de 98 (10 naissances dans l'année), nous n'avions pas de soucis de fréquentation... et ne pouvions de ce fait accueillir des enfants d'autres villages. Aujourd'hui, nous accueillons également des enfants d'autres villages. Il serait intéressant de développer une politique petite enfance sur un secteur plus vaste. Les besoins en matière de garde évoluent rapidement ; il est donc important d'y répondre rapidement. Se pose la question d'un mode de garde itinérant. Il pourrait s'agir d'un bus aménagé installé au gré des besoins dans les communes demandeuses. Il aurait le double avantage d'éviter aux communes des investissements lourds et de répondre immédiatement aux besoins.

La halte-garderie a démarré avec un besoin de garde par famille qui était au cours de la semaine. On rencontre aujourd'hui de plus en plus d'enfants qui viennent à la halte-garderie pendant toute la période d'ouverture. La demande de certains parents est même d'augmenter l'amplitude d'ouverture.

Se pose la question d'ouvrir quatre jours par semaine (au lieu de deux jours et demi pendant la première année et de trois jours pendant la deuxième année)

Et pourquoi pas une ludothèque ? Avec dans un premier temps un prêt de jeux et de jouets pour les plus petits qui pourraient rapidement s'étendre à toutes les tranches d'âge.

Tout reste à construire. Tom Pousse bouge !

MARIE ODILE GALLOIS - CATHERINE MOULIN
Contact : Halte garderie ToPousse 05 55 67 96 46



Combien ça coûte pour les familles ?

Pour la première année, la participation financière des parents était la même pour tous, quels que soient les revenus. En milieu de deuxième année, nous avons mis en place un tarif dégressif en fonction des revenus des ménages.

Pour la troisième année un système d'inscription anticipé des enfants subventionné par la CAF permet de baisser encore les tarifs.

En 2001 : 12 F/h (1,8 euros) quel que soit le revenu des familles.

En 2002 : entre 1,30 euro et 1,80 euro/h et par enfant en fonction du revenu des familles.

En 2003 : entre 0,40 euro et 0,90 euro/h et par enfant en fonction du revenu des familles.

2ème rassemblement international de Chaises longues

Le 3 août 2003 Lupersat (Creuse)



La chaise est longue, mais la pente est plate

Le mois d'août, du nom de l'empereur Auguste, nous rappelle très justement la mort d'Alexandre le Grand. C'est pour cela qu'il compte trente et un jours. L'agriculteur aura fauché, moissonné, voire labouré. L'homme normal, lui, ira en Provence, en asseyant les enfants dans la voiture de façon à coincer les paquets. Le lendemain, il aura fière allure en chevauchant un canard en plastique jaune, dans une mer démontée d'un mètre de fond. Parfois il s'enhardira jusqu'à louer un pédalo, qui exige la majesté du buste et la célérité des membres inférieurs. C'est ce mouvement incongru des pieds, pour un mois d'août, qui a conduit l'association La Marmite à créer le pédalo immobile. La chaise longue était née. Il paraît toutefois que l'objet existait dans certaines civilisations anciennes : on rapporte de source sûre qu'il y en avait des centaines sur tous les paquebots, qu'on les appelait des deck-chairs. Il y en aurait même eu sur le Titanic ! On voit bien par là combien il était utile d'éloigner la chaise longue du milieu aquatique. Ici, à Lupersat, la chaleur accable la terre, c'est la paix des jardins, et nous tenons la mer à distance respectable. C'est donc l'endroit idéal pour vous parler du deuxième rassemblement international des chaises longues, qui a eu lieu le 3 août 2003, loin de tout iceberg, si l'on ne tient pas compte des glaçons dans les rafraîchissements. Le plaisir de la chaise longue est trop souvent un plaisir solitaire, fortement tempéré par un obscur sentiment de culpabilité. Le labeur nous guette à tout moment, alors qu'il n'y a pas plus agréable qu'un plaisir solitaire partagé. Ce grand moment de calme a été discrètement souligné par une musique spécialement écrite pour cette journée par Sleeping Somnia, qui nous avait déjà aidé à réussir la première édition de ce rassemblement loufoque. Les actifs invétérés ont trouvé à s'épanouir pendant le match de cricket de l'après-midi, qui s'annonçait grandiose (tenue très claire indispensable pour les candidats). Les contemplatifs ont vu un spectacle de théâtre et d'autres surprises, et tout le monde a trouvé, nous l'espérons, un sujet de satisfaction, et plus si affinités. Pour les débutants, des moniteurs-trices de "farniente" étaient à leur disposition pour faciliter leur installation. Notre parc étant limité, il était fortement recommandé de venir avec sa chaise longue. Les hamacs aussi étaient les bienvenus. Les téléphones mobiles par contre devenaient une faute de goût...

Les rayons du soleil mettent huit minutes pour arriver à Lupersat : c'est pareil pour La Rochelle, Capelle Bonance ou la Costa Brava. Pourquoi avoir hésité ?

Renseignements : Association La Marmite, tel : 05 55 67 67 44.

En plus du match de Cricket et du concert marathon des Sleeping Somnia, il y a eu du théâtre de rue et un spectacle de gravures projetées sur les bâtiments de Lupersat

L'ATE



LIER

Parmi les nouveautés de l'été, nous avons testé et apprécié à Royère de Vassivière le nouveau bar « l'Atelier », créé par un groupe d'amis habitant sur la commune. L'Atelier est un lieu dynamique, agréable et chaleureux. On peut y boire un coup, y acheter des produits locaux et du commerce équitable, assister à un spectacle, participer à une soirée jeu ou déguster des tapas. Tout cela n'est pas qu'une formule d'été : l'Atelier sera ouvert toute l'année.

Téléphone : 05 55 64 52 22

Pour beaucoup qui s'intéressent à ce qui se passe en dehors de chez eux, la solidarité ne s'arrête pas au bout de la rue, du village, ni même de la région ou des frontières nationales. Sensibilisés par la situation en Palestine des Européens, des Américains, des Japonais, des Australiens et bien d'autres se rendent sur place régulièrement et davantage encore depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon début 2001 dans un contexte très difficile en particulier depuis que l'armée israélienne a réinvesti les zones qui étaient sous contrôle de l'Autorité palestinienne (29 mars 2002).

En France depuis le mois de juin 2001 des candidats au départ se constituent en missions organisées à partir de Paris et forment ce qu'il est convenu d'appeler depuis : la "Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien" (CCIPPP). L'idée force du projet est que la situation dramatique - largement aggravée avec Sharon - dans laquelle se trouve actuellement le peuple palestinien impose aux militants de nouvelles formes d'intervention afin que, précisément, la solidarité puisse être à la hauteur des attentes palestiniennes.

A travers ces missions civiles de protection, il ne s'agit pas seulement d'apporter une aide morale et symbolique à des populations palestiniennes assiégées par l'État israélien, mais aussi de dénoncer physiquement les agissements de cet État, de ses soldats et de ses colons.

Les manifestations et rassemblements organisés sur les check-point par les internationaux, dont les membres des

PALESTINE ET SOLIDARITE

missions, la participation à la cueillette des olives avec des paysans palestiniens, la dénonciation active des démolitions de maisons ou encore les expropriations et même les tentatives non violentes pour freiner les interventions des soldats israéliens (encercllement des chars) sont les signes extérieurs de nouvelles formes de solidarité. Il s'agit ainsi de briser l'isolement des palestiniens et quelquefois par le seul fait d'être présent d'apporter un soutien moral aux populations qui souffrent terriblement de l'indifférence et du manque de réactions de la communauté des Nations à l'égard d'Israël. La Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien entend exprimer une différence créatrice

et féconde. Il n'y a donc nulle captation, ni monopole, ni concurrence.

Ses interlocuteurs sur place sont à la fois Palestiniens et Israéliens.

A la fin du mois d'avril, la 55^{ème} mission était sur place et ceux qui souhaitaient prendre place dans une des prochaines peuvent prendre contact avec l'association Limousin-Palestine dont le siège est à la Maison des droits de l'homme à Limoges (37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges, tél : 05 55 35 81 24). En effet l'association entend monter un groupe pour organiser une mission en Palestine d'ici la fin de l'année.

PHILIPPE MARECHAL
agriculteur en Haute-Vienne
ancien membre de la 11^{ème} mission (Avril 2002)



La énième traversée du plateau de Richard Millet

Encore une fois le plateau a inspiré Richard Millet, écrivain prolifique qui nous offre une nouvelle traversée du plateau, à l'instar de celles qu'il nous avait déjà proposées dans ses précédents romans. Dans *La gloire des Pythre* (1995) il nous menait de St Sulpice les Bois à Viam, avec des échappées du côté de Féniers. Dans *L'amour des trois sœurs Piale* (1997) si l'action était concentrée sur le site de Montceau à Viam, le narrateur arpenteait au cours du roman tous les hôtels du plateau. Dans *Le cavalier siomois* (1999) l'itinéraire de son héroïne – fuite autant que quête – part de Viam et aboutit à La Courtine. Avec *Le renard dans le nom*, qui vient de paraître aux éditions Gallimard, partant toujours de Viam (Siom dans le roman) le héros nous mène directement du côté de Felletin. Héros n'est du reste pas le nom qui convient aux personnages de Millet. Ceux-ci, bousculés par le destin, l'histoire ou les passions, sont brinqueballés sans ménagement par les violences et les haines, les jalousies et les rivalités. *Le renard dans le nom* n'échappe pas à cette règle, avec ses allures de drame antique, la noblesse des tragédies classiques en moins. Un viol et un meurtre au moment de la guerre d'Algérie, la vengeance d'un clan, la détresse et le sacrifice d'un père, le tout sur fond d'une "dette d'honneur" datant de la Résistance. Avec Richard Millet, c'est les Atrides sur le plateau.

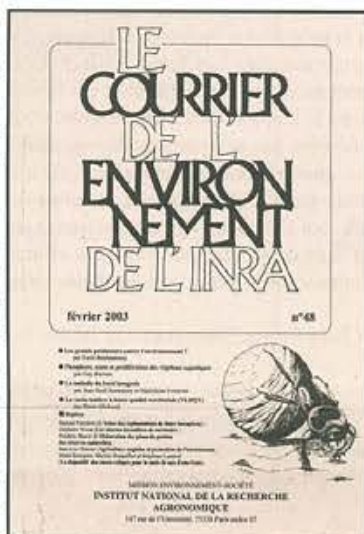
"Il écartait ses rideaux de serge verte avec l'air non de nous voir mais de regarder bien au-delà de ce qu'il apercevait depuis sa chambre : les maisons de Siom, le lac, les basses collines, la table bossuée du plateau de Millevaches, oui, au-delà de tout ça, quelque chose que nous n'étions pas capables de voir, nous qui nous arrêtons à un visage d'adolescent au lieu de contempler ce qui est au-delà des apparences, à perte de vue".

Le courrier de l'environnement de l'INRA

Imaginez une revue de 140 pages qui paraîtrait trois fois par an. Elle proposerait des articles très divers sur des thèmes liés à l'environnement, à l'agriculture ou au monde rural. Toujours très pointus, ceux-ci seraient écrits par les meilleurs spécialistes de chacun des sujets. Par exemple on y apprendrait plein de choses sur la prolifération des végétaux aquatiques dans les rivières (ce qu'on appelle l'eutrophisation), sur la VLHQT (la vache laitière à haute qualité environnementale !) ou sur l'agriculture et la protection de l'environnement en Grande Bretagne. Il y aurait aussi des débats ("Les grands prédateurs contre l'environnement ? Faux enjeux pastoraux et débat sur l'aménagement des territoires de montagne") et des dossiers (sur le paysage en France, avec des articles consacrés à l'échec des replantations de haies bocagères en Bretagne, aux "chartes forestières de territoire" ou à la gestion des réserves naturelles). Ce serait aussi une mine de renseignements bibliographiques sur tout ce qui paraît en France sur ces questions, avec en plus un agenda sur les colloques, rencontres et autres petites sauteries de ce genre. Le tout, malgré sa haute tenue scientifique, ne manquerait ni d'humour, ni d'humeur... En plus, imaginez que cette revue vous serait envoyée gratuitement, sur une simple demande de votre part.

Et bien cette revue existe et c'est le "Courrier de l'environnement de l'INRA" édité par la "mission environnement et société" de cet organisme. Pour une fois que la recherche scientifique s'offre en haute vulgarisation aussi généreuse, ce serait dommage de s'en priver. On est sûr que plus d'un lecteur d'IPNS y trouverait son compte !

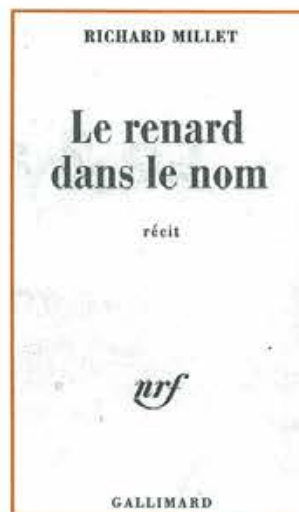
Courrier de l'environnement de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), 147 rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07



lu

et

approuvé



Machine à feuilles

ALCOL, l'association limousine de coopération pour le livre – Centre régional du livre en Limousin, édite une fort belle revue. Malgré ses allures de veuve un peu austère, elle cache derrière sa façade noire et blanche, une foule de découvertes... Après un numéro consacré au livre d'art et un autre à la littérature occitane, la dernière livraison (n°15) propose un "Limousin traversé" par quelques grandes plumes. Le parti pris est toujours de partir de la région, mais sans s'y enfermer (on connaît ça à IPNS). Ainsi on croquera dans ce numéro le "Victor Hugo japonais", Shimazaki Tôson (1872-1943), qui vécut quelques mois à Limoges en 1914, André Malraux à St Chamand (en Corrèze), Colette à Varetz (Corrèze toujours), une amitié limousine de François Mauriac et les artistes réfugiés à St Léonard de Noblat de 1940 à 43, autour du marchand de tableaux Daniel-Henry Kahnweiler. Plus contemporains, on lira l'entretien du photographe Thierry Girard qui croyait que le paysage du plateau de Millevaches était un paysage ouvert, et le puissant texte de l'écrivain algérien Arezki Mellal, qui a été accueilli en 2002 en résidence à la "maison des auteurs" du festival des francophonies. Et après ça qui osera encore nous seriner que le Limousin est enclavé ?

Machine à feuilles, ALCOL, 34 rue Gustave-Nadaud, 87 000 Limoges. Tel : 05 55 77 47 49

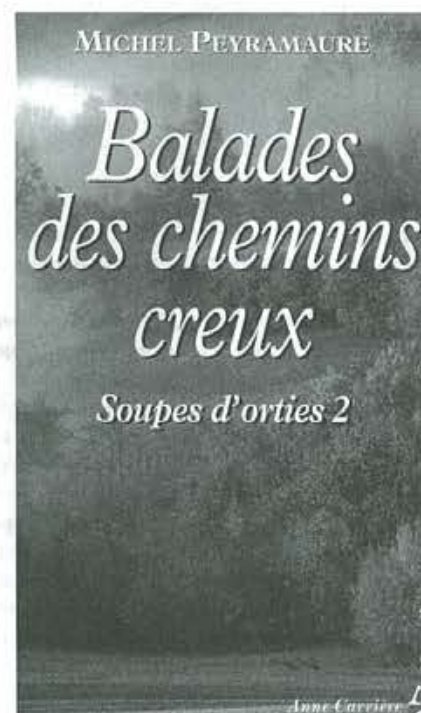


Balades des chemins creux

Michel Peyramaure nous offre son second recueil de nouvelles. Elles sont savoureuses, flamboyantes et enjolivées des souvenirs d'une enfance pleine de bonheur et de malices. A deux exceptions près, pour nous conter ses histoires on retrouve la figure de Martial Chabannes, l'instituteur rural, secrétaire de mairie et de surcroît célibataire. Ce témoin quelquefois un peu nostalgique nous livre ses confidences sur la vie rurale de la première moitié du vingtième siècle sur les terres de la Haute Corrèze. Il égrène ses nouvelles comme une chronique des événements qu'il a vécus dans les petites écoles, aujourd'hui disparues, des communes du Plateau de Millevaches.

La veine littéraire est prodigieuse. Dans des récits ramassés, vivants et colorés, l'imaginaire de notre narrateur brosse le tableau de personnages hors du commun mais toujours attachants. Le Brujassoux ivre de son tambour d'Arcole, la Madeleine malicieusement érotique de Saint Agnan, le Gasparoux chapardeur devenu bedeau passe muraille, les légendes de la jalousie amoureuse de Sébastien le célibataire, et bien d'autres composent une galerie d'extravagance qui fera la délectation des lecteurs.

Le style reste simple, populaire et moderne. Il confirme l'étonnante maîtrise de la diversité de l'écriture de Peyramaure. Depuis un demi siècle à travers ses romans, ses fresques et épopées historiques, les grandes biographies de ses héroïnes du XIX^{ème} siècle et son "Amour du Limousin" qu'il distille dans des albums ou guides touristiques, il a acquis ses lettres de noblesse d'écrivain provincial et populaire. Auteur régional comme il aime à se définir. Il est resté viscéralement attaché à son Limousin. Il fait partie de "la bande des quatre" de Brive que des journalistes parisiens ont baptisé "école de Brive" pour le bonheur de la réussite médiatique des éditions Robert Laffont. Si la rumeur désigne Claude Michelet comme son chef de file, Michel Peyramaure demeure le premier de la bande. C'est lui qui à la première foire du livre en 1974 a présenté Michelet à Jacques Peuchmaud le directeur des éditions Laffont. Avec ce recueil de nouvelles, publié aux éditions Anne Carrière Michel Peyramaure, octogénnaire et boulimique d'écriture, fait honneur à une littérature provinciale de qualité.



Marche et rêve

Pour mieux connaître les environs de Peyrat le Château, l'association Familles Rurales vous propose, tous les jeudis de l'été, de mettre vos chaussures de marche pour une balade découverte d'environ 8 kms. Le rendez-vous est fixé à 14h sur la place de Peyrat.

Parmi les circuits : Le 14 août "le ruisseau des moulins" (RV à 14h15 à la centrale EDF du Mazet).

Renseignements au 05 55 69 42 51

Peintre de la nuit

Si la nuit est parfois bonne (conseillère), elle est aussi le moment terrible de toutes nos peurs et de toutes nos angoisses. A l'Espace Paul Rebeyrolle, l'exposition de l'été nous plonge dans cette dernière à travers 9 toiles et 25 tableaux du peintre Jacques Monory. Sous des titres très laconiques (nuit n°1, nuit n°3 etc.) le peintre expose des scènes quasi monochromes où domine évidemment le "bleu nuit". Autant dire qu'on est dans le noir : une atmosphère lourde et angoissante qui baigne des personnages endormis – ou morts. On croise des revolvers, une cadillac, des écrans, un cadavre ou un crâne sur fond de bannière étoilée... Cauchemar ou obsessions, on sortira de l'expo comme on se réveille d'une mauvaise nuit.



Monory qui est né en 1934 a été un des représentants de la "figuration narrative" qui dans les années 60 s'est opposée à la peinture abstraite ou géométrique. Les toiles récentes exposées à Eymoutiers renvoient à un univers hybride où se croisent séries télévisées américaines, polars, images d'actualité, faits divers et violences politiques. Sur un tout autre style que celui du maître de maison, le message est cependant bien le même.

Jusqu'au 7 septembre à l'espace Rebeyrolle d'Eymoutiers, tous les jours de 10h à 19h.
Renseignements au 05 55 69 58 88.

Le choix de la joie

Voilà un beau nom pour le festival d'art lyrique, peinture, danse et film – rien que ça ! – que proposent dans le hameau de La Pommerie, à St Setiers (Corrèze) les actives associations Appelboom et Mouvance. Huub Nollen et Michèle Laveix ouvrent comme chaque année leurs maisons, granges et prairies aux interventions d'artistes en tout genre qui s'y installent en résidence. En juin c'était Paula Kane, peintre. En juillet Johan Derycke, musicien et Ben Snauwaert, peintre. En août ce sera Marie-Hélène Fabra, peintre, Oguri, danseur japonais et Christine Quoiraud, chorégraphe (une marche ouverte tout public aura lieu avec cette dernière le 17 août à 9h). Pour en savoir plus, allez donc faire un tour vers la Pommerie ou téléphonez au 05 55 95 62 34 (Appelboom) ou au 05 55 95 62 19 (Mouvance).

On ne change pas une équipe qui gagne...

Au Centre d'Art et du Paysage de Vassivière, on a décidé de prolonger les expositions du printemps pendant tout l'été. Il est vrai que la présentation de l'œuvre très épurée d'Erik Samakh dans la nef du centre et les photographies de Franck Gérard, ont recueilli un accueil plutôt très chaleureux. Il aurait été dommage de priver de cette exposition les vacanciers qui passeront cet été sur l'île. Ouvert tous les jours de 11h à 13h et de 14h à 19h.
Renseignements : 05 55 69 27 27.

Tout autour de la Terre

L'association animée par Chloé Dequeker organise une journée portes ouvertes le dimanche 10 août. Lieu : Peyreladas à Ars (Creuse).
Renseignements au 05 55 66 65 18

Artémis en Creuse

Artémis en Creuse présente jusqu'au 17 août 2003 à Crocq, tous les jours de 15h à 19h l'exposition GRAVEURS DU MONDE. L'association poursuit là son objectif de développement du lien social par la médiation de l'art. Il s'agit de susciter des échanges localement et du local aux autres régions et aux autres pays en période touristique. Des graveurs de différentes origines culturelles et nationales sont présents. Le travail de réalisation de gravures à la presse sera également en démonstration certains jours. Entrée : 3 euros (gratuit jusqu'à 12 ans).
Programme détaillé auprès de l'association Artémis en Creuse, 5 Laval, 23260 Crocq.

Vous découvrez IPNS avec ce numéro ?

Si ce journal vous a intéressé, n'hésitez pas à vous abonner : vous recevrez IPNS chez vous dès sa parution.

Vous connaissez IPNS depuis plusieurs numéros et vous vous êtes déjà dit : "il faut absolument que je m'abonne"... en oubliant de le faire.

Ne laissez pas traîner cette bonne résolution et adressez nous votre bulletin d'abonnement.

S'abonner est la meilleure formule pour soutenir le journal et en assurer la pérennité.

Cette rubrique est fabriquée avec les informations que les associations nous envoient. Il suffit de les mettre dans une enveloppe et de les envoyer à IPNS, 23 340 Faux la Montagne. Avant fin août pour le prochain numéro. Merci !

Et si vous chantier cet été ?

Contrechamps est une association située à St Julien le Petit dont le projet s'intitule : "Construire ensemble une nouvelle ruralité" (cf. IPNS n°2). Elle est active depuis plus de deux ans sur le territoire Monts et Barrages et sur le versant ouest du plateau, à travers la diffusion de spectacles, l'organisation d'événements culturels, la création d'activités ludiques, culturelles et artistiques pour les enfants et les grands, l'accueil de minicamps sur la ferme, etc.

Depuis janvier 2002, Contrechamps gère un patrimoine bâti historique : une ferme fortifiée du 17ème siècle dont la maison de maître fait actuellement l'objet d'une demande de protection auprès des Bâtiments de France.

Ces bâtiments sont situés au cœur d'un domaine agricole conduit en biodynamie par un GAEC de huit personnes.

L'été dernier Contrechamps a organisé un chantier de jeunes qui a permis de commencer la rénovation de l'ancienne grange à foin. L'objectif est d'en faire une salle de spectacle capable d'accueillir des stages, des ateliers, des résidences d'artistes, etc.

Cet été, l'association continuera de restaurer la grange et organise un chantier de bénévoles ouvert à tous : jeunes et moins jeunes, familles, gens du coin ou gens d'ailleurs. L'hébergement se fera en camping sur le site, où convivialité et bons petits plats (légumes de la ferme) seront au rendez-vous. Au programme : 4 heures de chantier chaque jour, découverte de la région, loisirs, détente, festivités...

Dates : Du 8 au 17 août.

Renseignements et inscriptions : Contrechamps, Trasrieux, 87 460 St Julien le Petit.

Tel : 05 55 69 13 18 ou 22 99. Courriel : assocontrechamps@wanadoo.fr

Festival du conte

Parmi les rendez-vous désormais classiques de l'été sur le plateau il y a le festival du conte de Vassivière du samedi 23 au dimanche 31 août. Une pléiade de conteurs venus d'un peu partout proposent des dizaines de spectacles. Cette année un coup de projecteur vers l'Afrique avec toute une série de « paroles africaines »... du nord ou de l'ouest.

Programme sur demande au 05 55 61 44 10.

Musiques actuelles

Le guide répertoire des musiques actuelles en Limousin paru voici un an (voir IPNS n°3) et qui était jusqu'à maintenant vendu 5 euros est désormais gratuit. Si vous souhaitez vous procurer cette mine d'infos et de contacts vous pouvez vous adresser à musique et danse en Limousin, 31 av de la Libération à Limoges.

Tel : 05 55 10 90 28.

Tel/fax : 05 55 67 45 99.

Forum Social Limousin : marche résistante

Le prochain Forum Social Régional aura lieu le 25 octobre au Villard de Royère de Vassivière. Dès maintenant une série de sept ateliers se préparent sur les thèmes suivants : OMC, AGCS et services publics, agriculture et ruralité médias, la paix et le partage des richesses, art et culture, travailler autrement, la politique un bien commun.

Par ailleurs une marche est organisée le vendredi 29 et le samedi 30 août pour dénoncer le projet d'accord général du commerce et des services (AGCS) qui doit être conclu à Cancun en septembre. Cette marche partira d'un haut lieu symbolique de toutes les résistances : le Mont Gargan.

Elle rejoindra Limoges le lendemain en ménageant arrêts et manifestations tout au long du parcours.

Renseignements au 05 55 35 81 24.



Nom _____

Adresse _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros) :

☐ Abonnement ordinaire 12 Euros

☐ Abonnement de soutien 15 Euros ou +

BON A RETOURNER A IPNS 23340 FAUX-LA-MONTAGNE

«Un IPNS
sinon rien...»



Mes initiations à la musique

René Limouzin

Comme beaucoup de personnes de ma génération, mes premiers contacts avec la musique, et ce faisant, mes premières émotions – s'il y en eut ? – je les goûtais au travers de chansons que j'entendais fredonner autour de moi. L'indigence ! L'indigence totale ou presque ! Pas de radio à la maison, aucune autre source musicale que celle de l'écoute d'un vieux phonographe à aiguille chez un voisin. Ou alors les chansons de ma grand-mère : souvent des complaintes ou des chants religieux ; celles d'un voisin, un peu coquin, qui se plaisait à "chansonner" les gens de son entourage, sur un air toujours le même, avec des paroles en patois de sa composition. Personnellement, j'avoue-rais que ma véritable émotion musicale, je l'ai connue, curieusement, par le biais de la littérature : la lecture de Jean Christophe, de Romain Rolland, que nous faisait à l'école notre institutrice. Avec elle, j'entrais dans l'univers du grand Beethoven, rien que ça ! J'étais tellement passionné par son personnage que, parfois, j'en arrivais à m'identifier à lui. Et lorsque je me retrouvais seul, en pleine nature, je me faisais plaisir à tenter de percevoir les harmonies secrètes qui pouvaient bien s'en échapper ! Et puis un jour... il y eut la découverte que je fis dans le grenier de ma maison d'un violon enfoui sous un amas de vieilleries. Un violon qui avait appartenu à mon père. Il l'avait acheté dans sa jeunesse, avait tenté d'en sortir quelques airs, les rares fois où il lui arrivait de garder le troupeau de vaches. Lui aussi rêvait. Un rêve moins fou que le mien, celui de tenter tout simplement de reproduire un air qu'il avait entendu joué, au hasard d'un bal, par un violoniste réputé du pays, le grand Rempart de Meymac ; à moins que ce soit Louinot (petit Louis), un "violoneux" du pays d'Ussel, lui. Mais il avait dû abandonner, faute de temps ; à l'époque c'était voler du temps – voué en totalité au travail – que de l'utiliser à d'autres fins ! De mon côté, je n'allais pas tarder à apprendre très jeune cette triste réalité.

Ne croyez pas que la fée musique allait me toucher de son aile protectrice dès lors où j'attaquais un jour l'étude du violon : une décision que mon père avait prise pour moi, une façon de reproduire ce qu'il eut souhaité faire ; ce qui allait m'entraîner à faire une année de violon, en tout et pour tout, y compris l'étude du solfège. Une année d'études musicales durant la "drôle de guerre", quand pour payer mon heure de cours à mon professeur, je lui apportais en échange, une livre de beurre ou une douzaine d'œufs ! C'était ça, le troc : un échange qui se pratiquait couramment à l'époque, rien à voir avec le marché noir !

Au bout d'un an, ayant atteint le stade de l'étude des troisièmes et cinquièmes positions, j'abandonnais lâchement mon apprentissage. La raison : un bal clandestin ! C'était la guerre, et l'on m'avait convié un jour à venir avec mon violon. Imaginez un peu, l'apprenti violoniste que j'étais, plus habitué à jouer de petites mélodies ou à monter et descendre des gammes, qu'à faire danser ! À mon répertoire j'avais une dizaine de morceaux que je jouais en les déchiffrant péniblement, la partition posée sur un pupitre placé devant moi. J'achetais ces partitions à un accordéoniste aveugle qui s'installait, les jours de foire, avec ses chansons étalées à même le trottoir. Je me gardais bien d'en parler à mon professeur – il n'eût pas toléré qu'un de ses élèves, apprenti violoniste, se fourvoie à jouer des chansonnettes ! ... Les danseurs me firent grimper sur une petite table bancale. En face de moi, une meute de jeunes et de moins jeunes avides de danser pour peu qu'ils entendent un bruit qui s'apparente à de la musique : pas exigeants du tout ces danseurs du temps de guerre ! Moi, au bout de deux ou trois heures, j'avais le bout des doigts littéralement cisailés par les cordes, et mon bras conduisant l'archet était menacé d'ankylose. Eux, pas fatigués du tout ! Et comme ça jusqu'au petit matin ! Saturé de violon, l'artiste ! Conscient que, malgré l'énergie qu'il déployait, il faisait moins bien que le petit accordéoniste du village qui d'habitude faisait danser. Pourtant, lui, ne connaissait pas la musique, c'était un simple routinier ! ... Ceci pour vous dire, qu'à quelques temps de là, j'obtenais de mon père qu'il me paie un accordéon : un sacré cadeau qu'il m'offrait, entre parenthèses, et je me l'entendis dire maintes fois : " Ton accordéon, c'est l'argent d'une vache ! " - Il y avait sept vaches à l'étable ! Mais l'accordéon c'était mon dernier recours, le moyen pour moi de soutenir la concurrence avec l'accordéoniste qui possédait, lui, à

défaut de savoir musical, l'indispensable cadence... L'instrument mis à part, être surclassé par un "routinier" ! Un gars qui ne s'embarrassait pas de partitions et pêchait des airs là où il les trouvait : auprès de l'accordéoniste marchand de chansons ou encore d'autres musiciens qu'il se choisissait comme maîtres ! Et puis, ces airs une fois mémorisés, il les reproduisait sur son instrument, peut-être pas toujours fidèlement – il savait en écarter

habilement les difficultés ! - mais avec une assurance certaine ! ... Il m'a fallu longtemps, très longtemps pour admettre cette évidence. Voire jusqu'au jour où, après une longue période d'abstinence musicale, je m'intéressais à nouveau à la musique et aux musiciens. Je ne sais pas pourquoi je me trouvais à assister, en ce mois de septembre 1979 à Chaumeil, à une "Fête du violon". Il y avait là une ribambelle de "violoneux" de tous âges et de tous poils. Quelle ambiance ! Une révélation ! Un ami, violoneux lui-même, me les fit découvrir. Parmi les anciens il y avait : Peyrat de Saint Salvadour, Lilou Maltheux de Tarnac, Chastagnol de Chaumeil, etc.

À leurs côtés, des jeunes : Olivier Durif ; Jean-Paul Champeval ; Jean-Marc Ponty... J'écoutais, j'écoutais avidement. J'admirais l'envol des coups d'archet, la parfaite harmonie qui s'échappait de cette quinzaine de violons réunis. J'avoue que cela me laissait pantois. En moi-même je revivais l'expérience "violonistique" de mes jeunes années ; subsistait le souvenir du discrédit entretenu par les "vrais musiciens" qui, connaissant la musique, toisaient de haut les autres, ceux qui ne la connaissaient pas ! Hé bien là ! J'avais la preuve qu'il n'était pas une obligation de savoir la musique pour pouvoir en faire ; qui plus est, de pouvoir s'accorder avec d'autres musiciens !

LA MUSIQUE TRAD, UN PHENOMENE NOUVEAU

Je n'allais pas tarder à faire la connaissance de ces jeunes qui, depuis les années soixante dix, avaient entrepris un travail de collecte sur notre région, et particulièrement avec l'un de ceux-ci, Olivier Durif (il est devenu depuis le directeur de l'Agence des Musiques Traditionnelles du Limousin). Entre temps, désireux de m'initier à cette nouvelle façon de jouer, je participais à un stage de musique traditionnelle à Treignac dans la section "violin", catégorie "débutants". Deux ou trois journées de travail intense, encadrés par un professeur, Hubert Marcheix. Certes, l'apprentissage de mes jeunes années - pas totalement oublié - me permettait-il de m'affranchir d'une première difficulté, celle de la tenue de l'instrument. Mais très vite, ce léger avantage dont je bénéficiais par rapport à mes camarades, s'estompait-il. D'abord ce professeur me semblait beaucoup moins rigoureux que celui que j'avais connu autrefois pour ce genre d'apprentissage, et puis, surprise ! d'entrée il nous proposa de reproduire l'air qu'il jouait sur son violon, phrases après phrases, au fur et à mesure que nous l'assimilions. Finalement ça allait assez vite. J'étais étonné de voir que mes compagnons progressaient relativement plus vite que moi. Je liais connaissance avec Jean Yves Lameyre dont j'admirais la persévérance et la volonté – Avec son épouse Myriam, ils deviendront les talentueux musiciens du groupe Rapsode. C'est vrai que mon oreille me paraissait moins réceptive que la leur, que mes doigts privés du repère visuel de la musique, avaient du mal à trouver leur emplacement sur le manche de mon violon. Les recommandations du professeur me conseillant, d'"oublier ma musique", me semblaient insurmontables. Mais j'avais compris la leçon !

Et voilà comment j'entrais dans ce sympathique petit monde des "violoneux", où chacun se connaît, s'observe, se jalouse aussi parfois ! J'allais faire connaissance avec le dernier carré des violoneux du pays. Et particulièrement celle du sympathique Joseph Perrier de Champ sur Tarentaine, qui deviendra mon ami. Un véritable maestro, le Joseph, en raison de sa technique très personnelle, une combinaison de celle des violoneux (frottement sur



deux cordes ; pincement de celles-ci ; attaque particulière de la note...), et puis de celle acquise auprès d'un véritable violoniste, le célèbre Foucaud. J'ai passé de longs moments à l'écouter parler ou jouer. Plusieurs fois il m'a raconté des épisodes heureux ou malheureux de sa vie : le jour où il rentra de son exil de prisonnier en Allemagne, avec pour principal bagage, un violon, l'irremplaçable violon acheté là-bas pour quelques marks ! Ce violon qui brûlera dans l'incendie de sa maison, provoqué par un coup de foudre ! Même qu'il faillit se jeter dans les flammes pour le récupérer, le Joseph, si des voisins n'avaient pas été là pour l'en empêcher ! Il les a en haute estime, les jeunes violoneux, lui, le Joseph, avec qui, durant plusieurs années, il entretint de fructueuses relations musicales autant qu'amicales. C'est grâce à eux, grâce au fruit d'une large collecte qu'ils organisèrent en sa faveur, qu'un autre violon put lui être offert. C'est grâce à eux encore qu'il eut la chance de faire partie de la délégation de musiciens français représentant la musique traditionnelle, délégation qui participa à un rassemblement mondial aux Etats-Unis : le plus grand voyage de sa vie !

Je ne puis évoquer tous les musiciens que j'ai connus ou simplement entrevus, au cours de ces vingt dernières années. Il me revient cette rencontre que je fis, en 1997, avec Alain Savouret, professeur d'harmonie et de composition musicale au Conservatoire National de Paris, venu prendre contact avec les professeurs de l'Ecole de musique d'Ussel. Ce qu'il recherchait auprès d'eux : "le moyen de donner un nouveau souffle à la musique contemporaine en s'inspirant des mélodies populaires d'autrefois" !

Ceci pour dire que, de nos jours, la musique "trad" a acquis droit de citer au même titre que bien d'autres musiques. Et peut-être bien qu'un jour on parlera de l'œuvre géniale d'un nouveau Tchaïkovski ou Borodine, inspirée d'une mélodie limousine recueillie sur notre plateau de Millevaches. Il doit bien rester quelque part un peu de la graine de nos célèbres troubadours, et particulièrement du romantique Bernart qui prétendait que : "Quand le vent d'autan souffle sur mon pays, me semble sentir un vent de paradis !" !

Photo : Fête du violon à Chaumeil (septembre 1979). De gauche à droite, assis : Jantou Lamour, Henri Lachaud, Gaston Pouget, Léon Peyrat, Jean Chastagnol, Lilou Maltheux et Baptiste Peyrat. Debouts : Paul Duchez, Daniel Fesquet, René Auchabie, J.P. Champeval, Gilles Chuvion, Olivier Durif, Monique Pauyat et J.M. Ponty (la plupart des anciens sont aujourd'hui décédés).